

Liste des abréviations

Abréviation	Désignation
BC	Banque Centrale
DA	Dinar Algérien
EUR	Euro
FMI	Fond Monétaire International
FRR	Fond de régulation des recettes
IDE	Investissement direct étranger
LFC	Loi de finance complémentaire
LMC	Loi de monnaie et crédit
OMC	Organisation Mondiale de commerce
PAS	Plan d'Ajustement Structurel
PIB	Produit Intérieure Brut
PSRE	Programme de Soutien à la Relance Economique
PTI	Parité de Taux d'Intérêt
TCEN	Taux de change effectif nominal
TCER	Taux de change effectif réel
TCN	Taux de change nominal
TCR	Taux de change réel
UE	Union Européenne

Sommaire

Introduction Générale.....	1
Chapitre 1 : Approche générale de taux de change.....	4
Section 1 : Monnaie et Système Monétaire International.....	4
Section 2 : Le marché et le taux de change	14
Section 3 : Les théories de taux de change.....	20
Conclusion	23
Chapitre 2 : La dévaluation comme politique de stabilisation.....	24
Section 1 : L'interaction de la politique monétaire et la politique commerciale.....	24
Section2 : Généralités sur la politique de dévaluation.....	31
Section 3 : Les effets et les conditions de la réussite d'une dévaluation	36
Conclusion	43
Chapitre 3 : La politique monétaire en Algérie.....	44
Section 1 : Les reforme et les transformations économique	44
Section2 : L'évolution de politique de change en Algérie.....	54
Section 3 : Dévaluation ou la réévaluation du Dinar algérien, quelles solutions ?.....	60
Conclusion	65
CHAPITRE 4 : L'impacte de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia (étude de cas)	66
Section 01 : Présentation de l'échantillon et de la méthode d'enquête.....	67
Section 02 : Présentation des résultats et de leur analyse.....	69
Conclusion	83
Conclusion Générale.....	84
Bibliographie	
Annexe	
Table des matières.....	

INTRODUCTION GENERALE

La monnaie est un pilier de l'économie et l'un des instruments les plus utilisés dans notre vie quotidienne. En effet, dans une économie d'échange complexe et décentralisée, la monnaie remplit une triple fonction de calcul économique, de paiement et de réserve de valeur.

Notre quotidien, nos projets et notre avenir dépendent des monnaies qui circulent de plus en plus à l'extérieur des pays où elles sont émises par la suite du développement des échanges internationaux de biens et services et de capitaux. La libéralisation financière, qui a aboli les frontières réglementaires entre les espaces nationaux a abouti à la mise en place d'un marché planétaire des capitaux, c'est la globalisation financière. La monnaie circule à l'échelle mondiale sur deux grands marchés, le marché des échanges et le marché interbancaire.

Au totale, le marché des échanges se présente comme un marché réseau qui transcende les espaces économiques nationaux, ainsi que les fuseaux horaires qui contribuent à unifier l'économie mondiale, ce marché est souvent considéré comme le plus efficace des marchés réseaux sans où les cours de change, qui sont les prix des monnaies exprimées les une par rapport aux autres, reflètent d'une monnaie qui circule rapidement et complète toute l'information disponible.

Les relations monétaires internationales sont organisés dans le cadre d'un Système Monétaire International « SMI » selon un ensemble de règles qui servent à assuré les échanges et la circulation des monnaies et la stabilité du taux de change et la convertibilité des monnaies. Ce système a connu un passage d'un système de change fixe (Etalon or et le système Britten woods) au système de change flottant qui généralise les monnaies. Il a garanti pendant de nombreuses années une relative stabilité monétaire mais sa viabilité dépend de la confiance qu'ont les pays dans le dollar, du degré de rareté de cette monnaie au niveau international.

Cependant, après 1971, le système est devenu instable, une instabilité qui est due à la dévaluation du dollar par rapport à l'or et aux élargissements des marges de fluctuation. Pour cela, on constate que le Système Monétaire International n'est pas efficace, raisons de problèmes de change, de dépréciation et de la dévaluation (la guerre des monnaies). Pour stimuler ce point négatif, les pays procèdent à des diapositives de dévaluation.

Dans la perspective de suivre l'évolution de l'environnement, l'Algérie comme tous les pays en développements a adopté depuis la création de sa monnaie qui est le Dinar plusieurs politiques de change en passant par la fixité au flottement dirigé. Cette transition c'est faite dans le but d'améliorer la compétitivité extérieure et de stimuler la production national, afin de réaliser un équilibre macroéconomique interne et externe.

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre travail de recherche en fixant comme objet d'étude, la compréhension de la politique de dévaluation et son effet sur les indicateurs économiques des pays, en s'intéressant plus particulièrement au cas de l'Algérie. Le choix de thème nous permet d'évaluer la politique de change (la dévaluation) et son impact sur les importations des biens et services par les entreprises, autrement dit, nous tenterons de répondre à la problématique suivante :

Quel est l'impact de la dévaluation de la monnaie nationale sur les importations des entreprises algériennes ?

De cette problématique principale, découle un ensemble de questions secondaires :

- **Qu'est ce que la politique de dévaluation ?**
- **La politique de dévaluation a t'elle des effets sur l'économie du pays ?**
- **La dévaluation de la monnaie est elle efficace et quelle sont les conditions de réussite de celle-là ?**
- **Pour le cas de l'Algérie, est ce que la dévaluation de Dinar freine ses importations ?**
- **Quelle solution pour la dévaluation ou la réévaluation de Dinar Algérien ?**

Pour bien mener ce travail de recherche, nous proposons l'hypothèse suivante :

1. La dévaluation de la monnaie affecte négativement en termes de coût de production et de quantité importée sur les importations des entreprises algériennes.

Afin de recueillir les informations nécessaires pour avoir les éléments de réponse aux questions posées, et par la-même vérifier l'hypothèse émise, nous avons choisi la méthode d'enquête par questionnaire comme instrument pour collecter des données, et nous avons pris pour terrain d'étude la wilaya de Bejaia, et cela en raison de l'accès plus facile à l'objet d'étude, mais aussi de la présence de cas d'entreprise importatrice. Il s'agit, concernant ce volet méthodologique, de l'approche inductive partant du contexte de la wilaya de Bejaia.

INTRODUCTION GENERALE

Pour l'organisation et les composantes de notre travail, nous proposons un plan qui se compose de quatre chapitres. Le premier chapitre traitera le taux de change. L'objectif du deuxième chapitre se cristallise sur les causes et les effets de la dévaluation de la monnaie et ses conditions de réussite. Le troisième s'articulera autour des politiques monétaires algériennes. Le Quatrième chapitre est représenté par une enquête de terrain qui a pour objectif l'analyse des données et l'interprétation des résultats au niveau du tissu des entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

Enfin, nous terminerons notre travail par une conclusion générale dans laquelle nous présenterons les principaux résultats de notre travail de recherche ainsi que quelques recommandations.

Chapitre 1 : Approche général du taux de change

Introduction

Le développement des échanges internationaux et de la croissance suppose l'existence d'un Système Monétaire International stable. Il s'agit d'un ensemble des règles ou de conventions qui définissent les rapports entre les différentes monnaies.

Au 19^e siècle, la nécessité d'instaurer des règles de conduite devant les relations monétaires internationales se fit sentir. D'abord de manière informelle, puis officielle, le Système Monétaire International commence peu à peu à prendre leur forme, qui était représenté au départ par le système de l'étalon-or qui fonctionnera de façon continue et satisfaisante jusqu'à la première guerre mondiale, puis remplacé par l'étalon de change-or. En 1944, avant la fin de la seconde guerre mondiale par le système de Bretton Woods. Après l'effondrement du Bretton Woods en 1971, le régime de changes flottants va supplanter le régime de change fixe jusqu'à nos jours. Les pays ont possibilité de choisir leurs propres politiques de change.

Ainsi, plusieurs économistes ont élaboré des théories de détermination du taux de change, et se sont intéressés à la définition des moyens ou instrument pour aider les autorités monétaires à adopter efficacement des politiques de change qui puissent rendre les transactions internationales rentables et réalisables, de ce fait, l'équilibre interne et externe.

Ce chapitre est scindé en trois sections, la première est consacrée à la présentation de la signification de la monnaie et l'évolution du Système Monétaire International. La deuxième section est une présentation des concepts de base liés au change, et enfin la dernière section est une étude des théories de détermination des taux de change.

Section 1 : Monnaie et Système Monétaire International

Le développement du commerce extérieur a incité les pays à trouver un moyen d'échange qui soit à la fois pratique et efficace, c'est alors qu'est apparue la monnaie. A savoir un instrument d'échange qui permet de réduire les pertes et procure une facilité dans le monde.

Au début du XX^e siècle, tous les systèmes monétaires sont basés sur la libre convertibilité des instruments de paiement en métal étalon, et les monnaies métalliques jouent un rôle essentiel dans l'économie. La volonté d'échange des biens et services et des

capitiaux avec le reste du monde, à poser le problème de la détermination de la valeur d'une monnaie à l'autre. Pour cette raison que le développement le commerce extérieur à été à l'origine de la création un Système Monétaire au niveau international.

Le Système Monétaire International (SMI) est généralement défini comme un ensemble de pratiques, de règles et d'institutions visant à organiser et surveiller les échanges monétaires et les flux financiers entre les pays. Ce système est constitué des politiques et des mécanismes officiels à la balance de paiements internationaux, en particulier les régimes de change.

Dans cette section, nous allons montrer les différents types de régimes de change se sont successivement appliqués depuis la création de la monnaie jusqu'à aujourd'hui (systèmes de taux de change fixe, flottants), en d'autre terme, le Système Monétaire International en place depuis 1970, favorise l'expansion phénoménale de l'activité économique, des échanges commerciaux et de l'intégration financière à l'échelle da la planète.

1-1 L'essentiel de la monnaie

1-1-1 Signification du terme « Monnaie »

Le mot monnaie à des usages variés, mais il a un sens précis pour les économistes. Le numéraire (ce que on appelle fréquemment l'argent liquide) qui comporte les pièces et billets, pour les économistes, le numéraire ne représente qu' une petite partie de la monnaie comme les chèques sont aussi en général acceptés en paiements, les dépôts en comptes courants bancaires ou postaux sont encore considérés comme de la monnaie. **(FREDERIC M., 2007, P 65)**

La monnaie est définit comme un moyen de paiement accepté par tous instantanément utilisable pour effectuer les règlements sur les marchés de biens et services ou pour régler définitivement toutes les dettes au sien d'un espace monétaire donné. **(CAPUL J., page 3)**

1-1-2 Les fonctions de la monnaie

On la définit la monnaie par trois fonctions essentielle

➤ **Intermédiaires de change**

La fonction principale de la monnaie est servir en tant que moyen d'échange, c'est un mode de paiement largement reconnu et accepté par tous. L'utilisation de la monnaie comme intermédiaires des échanges améliore l'efficacité économique elle permet d'éliminer les coûts de recherche énormes engendrés par le système de troc, ou toutes les transactions se font échanger directe avec des marchandises, ainsi elle permet à la personne qui produit des biens et services de vendre à une autres personne qui souhaite les consommer. **DOMINIQUE P., 2003, P 10).**

➤ **Unité de compte**

La deuxième fonction de la monnaie qui sert à évaluer le prix de tous les biens, c'est une unité de compte qui permet de mesurer la valeur de biens hétérogènes .Elle ramène les multiples évaluations possibles d'un bien en termes d'autres biens (prix réels ou relatif) à une seule évaluation en monnaie (prix nominal ou absolu).L'utilisation de la monnaie permet une économie d'information et de calcul grâce à la simplification du système de prix. . **(FREDERIC M., 2007, P 65)**

➤ **Réserve de valeur et actif de patrimoine**

La monnaie sert également de réserve de valeur, un abri temporaire. C'est un pouvoir d'achat mis en réserve et transférable dans le temps. Une réserve de valeur sert épargner du pouvoir d'achat entres les moments où un revenu est reçu et celui ou il dépense. Cette fonction de la monnaie est utile, car en générale on ne souhaite pas dépenser son revenu immédiatement quand on le reçoit, et on préfère le garder jusqu'à au moment ou on a le temps et le désir d'acheter, aussi elle est une des formes de richesse –un actif de patrimoine-qui représente la particularité de pouvoir à la fois êtres conservée et de rester parfaitement liquide, c'est-à-dire de garder sa valeur et d'être immédiatement utilisable pour l'échange de bien et services. **(FREDERIC M., 2007, P 67)**

1- 2 Le système de change fixe

Dans un régime de change fixe, le cours d'une devise est fixé par rapport à un étalon souvent une monnaie ou un panier de monnaies par la banque central qui émet cette devise. Le cours ainsi fixé appelé le cours pivot ou parité fixe et constitue le taux de change de référence autour duquel une certaine marge de fluctuation peut être autorisée. Les autorités monétaires sont tenues de défendre le cours pivot pour le maintenir à l'intérieur de la marge de fluctuation autorisée. Des modifications du cours pivot (dévaluation ou réévaluation) peuvent néanmoins être autorisées sous certaines conditions. Ce système de change fixe constitue plusieurs formes depuis 1800 l'étalon-or, l'étalon de change-or, système de Bretton Woods.

1-2-1 Le système de L'étalon-or (1800-1914)

Le système de l'étalon-or est apparu en 1819, lorsque le parlement britannique a passé une loi autorisant la banque d'Angleterre à échanger des billets de banque contre une quantité déterminé d'or. A ce moment-là, la Grande Bretagne était la plus grande puissance économique, ce qui conduisait les autres pays à suivre ses décisions. Alors, à la fin des 19 siècles, plusieurs pays d'Europe et d'Asie et Etats-Unis ont adopté l'Etalon-or. C'est cette manière l'Angleterre a occupé le cœur du Système Monétaire International de l'époque.

Tableau 1 : Présente les parités de change des principales monnaies de l'époque avec l'or, jusqu'à la Première Guerre Mondiale.

Date	Unité monétaire	Parité de change avec l'or
1803	Franc Germinal	0 ,29032 gramme
1814	Livre Sterling	7, 32 gramme
1834	Dollar	1 ,5 gramme
1873	Reichsmak Allemand	0, 3982 gramme

Source : (YAICI F., 2008, P15)

➤ Le principe et mécanisme de l'étalon-or

Chaque gouvernement définit son unité de monnaie nationale par un certain poids de métal jaune. Il souscrit au principe de convertibilité extérieure en acceptant de convertir sa monnaie en or à la demande des autorités étrangères, au prix qu'il a fixé. Et si la convertibilité intérieure règne, dans un système monétaire métallique d'étalon or interne, (YAICI F., 2008, P 15-16)

Il accepte cette conversion à la demande de tout citoyen. Entre chaque paire de monnaie s'établit un taux de change implicite égal à l'inverse du rapport de leurs poids légaux en métal fin. Ainsi, par exemple, si un Dollar est défini comme valant 1 /35 once d'or et une Franc Belge 1/1750 once d'or, le prix d'un \$ en FB, c'est-à-dire : $1/35/1/1750=50$ est la Parité métallique(ou paire de change). (ALAIN S., 1981, P 253)

En théorie, l'étalon-or recèle des puissants mécanismes d'ajustement automatique, qui contribuent à la correction naturelle déséquilibre des balances extérieures. Beaucoup de théoriciens soulignent la correction automatique des déséquilibres, qui en est la conséquence. Les entrées et sorties d'or qui résultent de ces règlements modifiant les équilibres économiques internes (masse monétaire, prix, taux d'intérêt) provoquant finalement des effets contraires. Toute entrée d'or appelle à terme une sortie d'or et inversement.

Le rééquilibrage naturel des paiements extérieurs en système étalon or découlent deux règles :

- Déficit de la balance paiement sortie d'or, la masse monétaire diminue les prix et l'exportation, baissent, accroissement des exportations.
- Excédent de la balance de paiement entrée d'or, la masse monétaire augmente les prix et à l'exportation augmente.

➤ Limites du système de l'étalon-or

Le système du Gold Standard, disparu avec la première Guerre Mondiale, tous les Etats engagés dans le conflit doivent résoudre les difficiles problèmes posés par le financement de l'effort de guerre. A l'intérieur, Il faut trouver des fonds de plus en plus importants. A l'extérieur, leurs balances de paiements courants étant devenues déficitaires, ils doivent obtenir des crédits pour éviter d'épuiser leurs réserves.

Parmi les limites de système de l'étalon-or, intensifiant la production de métal précieux, le stock d'or en Europe ne peut couvrir d'une manière satisfaisante la monnaie de papier en circulation, en raison de la création excessive de monnaie après la première guerre mondiale pour financer la reconstruction, ce qui déclenche une inflation monétaire générale correspond une forte hausse des prix mondiaux, à l'échelle de la planète. Ce qui a conduit à son abandon l'étalon-or et à la recherche d'un autre système qui puisse réorganiser les relations internationales. (BOURGET J., ZENOU Y., 2002, P 77-78)

1-2-2 L'étalon de change-or (1918- 1944)

En mai 1922 à la Conférence de Gènes, la naissance de système de l'étalon de change- or ou Gold Exchange Standard, préconise l'adoption d'un nouveau système international qui constitue, en fait, un aménagement du système international de l'étalon-or. Il est aussi un Système de change fixes, mais ou une ou plusieurs monnaies (devises- clés). La ou les devises clés (Dollar, Livres sterling) bénéficient de la libre convertibilité en or et surtout d'une confiance basée sur le rôle économique du pays émetteur de cette monnaie.

➤ Les caractéristiques du système de l'étalon de change-or

Dans ce système, les réserves des Banques Centrales sont constituées d'or et de monnaies de réserve convertibles en or, ce qui présente l'avantage d'économiser l'or dont la production risquait d'être insuffisante à assurer les règlements des déficits des balances des paiements mais aussi de laisser une plus grande initiative à l'institut national d'émission. Ainsi, la relation entre l'or et les devises, d'une part, et la monnaie, d'autre part.

En effet, la crise de 1929 oblige la Grande Bretagne à ne plus convertir sa monnaie en or, qui fut déclarée en 1931 la Livre Sterling inconvertible en or et ce fut la fin du système du Gold Exchange Standard. Seul le Dollar resta alors convertible en or et devient la monnaie internationale, détrônant ainsi la Livre Sterling.

Cependant, en 1933, c'est au tour des Etats –Unis de créer une zone Dollar et de fixer la convertibilité de leur monnaie en or, avant de la reprendre en 1944.

Le système de change-or devient alors un système d'étalon-Dollar qui va se généraliser après la seconde guerre mondiale.

➤ Les limites du système de l'étalon de change-or

Le système de l'étalon de change-or est un système qui oblige le pays à monnaie de réserve à entretenir un déficit nécessaire en réserves de changes pour alimenter le monde en liquidités, ce qui le met en position potentielle de fragilité.

En outre, le système de l'étalon de change-or est un système qui multiplie les liquidités internationales, encourageant ainsi le pays émetteur à produire plus de liquidités internationales, sous la pression des pays déficitaires.

Cependant, la période d'entre les deux guerres fut une période de désordre monétaire. L'inflation était courante en Allemagne en 1923 et la crise économique de 1929 a mené au protectionnisme et à des dévaluations de plusieurs monnaies. La seconde guerre mondiale détruisit ensuite de nombreuses économies en Europe. Ce qui a poussé les pays à établir un nouveau régime qui est concrétisé par les accords de Bretton Woods' (YAICI F., 2013, P 22).

1-3 Système de Bretton Woods (1944-1971)

Avant la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, les gouvernements alliés s'efforcèrent d'éviter la réédition des erreurs commises après 1918. Ce sont réunis afin d'établir SM International qui permettrait la reconstruction des pays détruits par la guerre et favoriserait la croissance du commerce mondiale. Il en est sorti le Système de Bretton Woods.

1-3-1 La naissance de système de Bretton Woods

Quarante-cinq puissances sont représentées à Bretton Woods, en juillet 1944 dans un petit village du New -Hampshire, afin de définir les principes d'un nouveau Système Monétaire International. Pour éviter le retour des guerres monétaires et permettre la reprise du commerce international, il faut supprimer les contrôles des changes afin que toutes les monnaies puissent circuler librement d'un pays à l'autre, il faut aussi assurer la stabilité des changes par le maintien de parités fixe. Ce système s'oppose deux principales thèse celle de l'économiste anglais Keynes qui propose la mise en place une monnaie International (banco), en fonction des besoins de l'économie mondiale et pratique une compensation généralisée, mettant à la disposition des pays à la balances déficitaires les excédents des autres pays. Ce plan ne sera pas adapté car il ne convient pas aux Etats-Unis, qui sont bénéficiaires de la plus grande partie du stock d'or mondial. L'autre thèse, la thèse de l'Américain White,

l'or doit conserver un rôle important et comme les Etats –Unis détiennent les 2/3 du stock d'or mondial. Le Dollar devient le centre du Système Monétaire Mondial.

La Conférence de Bretton Woods elle décida que les taux de change deviennent être maintenus stables, ne pouvaient varier au-delà de 1% de part et d'autre de parité officielle. Les monnaies étaient définies par rapport à l'or ou par rapport au Dollar, au Taux 35\$ pour une once.

1-3-2 Les institutions de la conférence de Bretton Woods

La conférence de Bretton Woods a donnée naissance à deux institutions le Fond Monétaire International (FMI), chargé de la surveillance le Système Monétaire International. Et La Banque International pour la reconstruction et développement (BIRD), chargé au départ de participer à la reconstruction des pays détruits par la guerre et d'assister les économies en développement dans leur croissance.

➤ **Fonds Monétaire International (FMI)**

Cette institution dont la charte fut votée en 1944, dont les statuts sont fixés par les accords de Bretton Woods. C'est un fonds destiné à accorder des prêts limités et temporaires aux Etats membres. Il est alimenté par les versements que font ces Etats. Lors de son adhésion, chaque Etat dépose un quota proportionnel à son importance dans le commerce international et à sa richesse. Chaque quota est versé pour un quart en or ou en Dollar, le reste en monnaie nationale. Tous les cinq ans les quotas sont révisés et des révisions partielles peuvent être décidées entre temps. **(BOURGET et Yves ZENOU, 2002, P 127)**

➤ **Le rôle de FMI : le Fonds Monétaire International vise à :**

- Surveiller l'évolution du Système Monétaire International et promouvoir la coopération monétaire internationale et favoriser la stabilité des changes.

- Aider les pays à défendre leurs monnaies lorsqu'ils ont des déséquilibres temporaires de leurs balances des paiements en leur accordant des financements à court ou moyen terme.

- Favoriser la mise en place de système bancaire solides et le respect de normes international dans les pays émergent, en transition et en développement.

- Promouvoir la libre circulation des capitaux et des biens entre les pays. (YAICI F., 2013, P 39)

➤ **La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D)**

Crée le 27 décembre 1945 (à la suite des accords signés lors de la conférence de Bretton Woods, Sous l'appellation de Banque Internationale pour aider à financer la reconstruction des économies européennes détruites par la seconde guerre mondiale. La Banque Mondiale, c'est ensuite transformée pour aider au financement des pays en développement. Elle compte aujourd'hui 187 Etats membres.

On désigne par le groupe de la Banque Mondiale les institutions suivantes :

- La Banque Internationale pour la Reconstruction et Développement (BIRD) ;

- La Société Financière Internationale (SFI), créée en 1956, elle sert d'abord à aider les entreprises privées dans les pays en développement, ensuite à favoriser l'essor de marché financiers dans ces même pays, et enfin à jouer un rôle de conseil dans les privatisations et les restructurations, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale ;

- L'Association Internationale de Développement (AID), créée en 1960, qui consent des prêts à des taux bas pour les nations les plus pauvres.

- L'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI), créée en 1988, offre des garantie des investissements contre les pertes résultant de risques non commerciaux afin d'encourager les flux d'investissement directs en faveur des pays en développement.

✓ **Le rôle de la BIRD** : La Banque Mondiale vise à

- Promouvoir le développement économique et les réformes de structure dans les pays en développement.

- Aider ces pays en leur consentant des prêts à long terme pour des projets de développement. (YAICI F., 2013, P 57)

1-3-3 Effondrement du système de Bretton Woods

Les accords de Bretton Woods ne font pas du Dollar la base du Système Monétaire International puisque toutes les monnaies convertibles externes sont des monnaies de réserve. Mais l'importance dominante de l'économie américaine fait du Dollar la plus importante d'entre elles et confère aux Etats-Unis une responsabilité particulière dans son bon

fonctionnement. Tout le système repose sur la confiance qu'inspire le Dollar, puisqu'il est convertible à l'extérieur au taux de 35 Dollars l'once d'Or.

A partir des années 1960, le système de Bretton Woods à montrer des signes de faiblesse, liés notamment sur le rapport existant entre l'encaisser-or des Etats-Unis et la masse des Dollars possédée par des non-résidents, étrangers ou américains, les Euro Dollars. Ces Euro Dollars représentent évidemment la plus grande partie des déficits cumulés des balances globales des paiements des Etats-Unis depuis la guerre, une faible partie de ces déficits étant réglée en or.

D'année en année le système monétaire fonctionne de plus en plus difficilement et la balance américaine des paiements restant fortement négative à cause des exportations de capitaux à long terme.

Ainsi, le 15 Août 1971, le président des Etats -Unis <<Nixon >> annonce dans un discours la suppression complète de la convertibilité en or du Dollar, afin de stopper les pertes d'or. Puis, en 1973, se laisser flotter la monnaie américaine .Le système de Bretton Woods était de ce fait, abandonné au profit du système des changes flottants. **(BOURGET et ZENOU Y., 2002, P 142-144)**

1-4 Le système de change actuel

Le régime monétaire international actuel évolue avec la fin de la convertibilité du Dollar en or et donc de l'ancrage sur l'or (1971). Aussi l'impossibilité pour un seul pays (Etats-Unis) de garantir l'équilibre de système du l'étalon et ainsi le système de change fixe, car il est aussi contraint d'assurer la stabilité de ce son économie.

Pour toutes ces raisons, le SMI (Système Monétaire International) devait se restructurer afin de permettre à la fois la stabilité des échanges internationaux ainsi que la stabilité interne de chaque économie. Ainsi, on a mis en place de système de change flottant.

Le flottement généralisé des monnaies entérinées par les accords de la Jamaïque (1976) prévoient que les pays sont désormais libres d'adopter le régime de change de leur choix. La majorité des pays du mondes choisir de laisser de flotter leurs monnaies.

Ce système qui a émergé des cendres de Bretton Woods n'est pas organisé ni autour de l'or, ni autour d'une monnaie clé et ni autour du FMI. Mais à travers un grand nombre d'économies avancées et émergentes ont choisir le flottement de leurs monnaies.

1-4-1 Les caractéristiques du système de change actuel

- Une convertibilité presque universelle du compte courant, une généralisation graduelle de la convertibilité du compte financiers et des capitaux, de plus en plus mobiles entre les pays développés et les pays émergents.
- Un flottement général des monnaies et une fourniture de liquidités en cas d'urgences assurée par les différentes facilités de financement du FMI.
- Une surveillance et une coopération monétaire au niveau régional (Union Européennes) ou multilatérale (FMI), dont l'efficacité est cependant contestable.

1-4-2 Les avantages de SMI d'aujourd'hui

Le passage aux changes flottants apporte de nombreux avantages.

- Le rééquilibrage automatique des comptes extérieurs, contrairement au système de change fixe où la Banque Centrale doit intervenir pour défendre le cours de monnaie.
- Un accroissement du commerce international et de l'investissement international, une montée des déséquilibres commerciaux.

La flexibilité des changes, dans un contexte de liberté de circulation des capitaux, rend les politiques économiques plus autonomes. **(Revue de la banque du Canada).**

Section 2 : Le marché et le taux de change

Au niveau international, tout échange de matière première ou de bien ou services, est accompagné d'un échange monétaire. La participation aux échanges internationaux oblige les pays à convertir leur monnaie nationale contre une autre.

Cette conversion se réalise sur le marché de change en fonction de taux de change, c'est-à-dire le prix d'une monnaie exprimé en une autre.

Nous nous intéresserons dans cette section à la présentation des concepts de base liés au taux de change et au marché des changes.

2-1 Définition du taux de change

Les taux de change ou cours de change est un prix dont la fonction principale qui permet l'échange mutuellement profitable entre deux région. Etant le prix relatif entre deux monnaies, il peut être coté deux façons, la cotation à l'incertain et la cotation au certain.

Dans le premier cas, le taux de change indique le nombre d'unité de monnaie domestique nécessaire à l'achat d'une unité de monnaie étranger. Second cas, le taux de change indique la quantité de monnaie étrangère qu'il est possible de se procurer avec une unité de monnaie domestique. (FREDERIC M., 2013, P 755)

2- 2 Les mesures du taux de change

Différentes mesures du cours de change peuvent être définis, il peut être déterminé soit par rapport à une monnaie ou à un ensemble des monnaies étrangères, ce qui nous conduit à définir d'abord la notion du taux change bilatéral nominal (TCN), celle du taux de change réel (TCR), ensuite celle du taux du change effectif nominal (TCEN), le taux de change effectif réel (TCER) et enfin la balance de paiements comme un compteur des mouvements extérieur.

2-2-1 Taux de change bilatéral

Le taux de change bilatéral est un rapport entre deux monnaies, au sens plus précis la valeur d'une monnaie national par rapport a une monnaie étrangère, par exemple 1EUR=93,35 DZD. Néanmoins, il faut distinguer entre le taux de change bilatéral nominal et réel.

➤ Le taux de change nominal (TCN)

Prix d'une monnaie en termes d'une autre, est « le montant de monnaie étrangère acquise par unité de monnaie domestique ». Cependant ce taux peut évidemment largement dépendre des différentiels d'inflation, ainsi de l'offre et de la demande de monnaie dans chaque pays, des anticipations à court terme et des mouvements spéculatifs. Il est exprimé comme indice par rapport à une année de base.

➤ Le taux de change réel (TCR)

Si en calculant en une unité de compte commune, dans ce cas on établit le rapport des prix intérieurs aux prix étrangers. C'est également « le totale des biens qu'une unité de monnaie domestique peut acquérir à l'étranger, par rapport à ce qu'elle permet d'acquérir dans le pays ». Il s'exprime par la formule suivante :

$TCR=TCN$ le niveau général des prix a l'étranger/le niveaux général des prix locaux.

Le taux de change réel est « l'inverse de l'indice de compétitivité », puisque la hausse du taux de change réel correspondant à une hausse relative des prix domestiques, donc il réduit la compétitivité-prix.

2-2-2 Taux de change effectifs

Le taux de change effectifs ou multilatéraux est un indicateur synthétique de la position concurrentielle relative d'un pays par rapport à l'ensemble de ses partenaires commerciaux. Il existe plusieurs types d'indicateurs de taux de change effectif, cet indicateur différent selon la période de base, la couverture géographique, le système de pondération utilisé et le type de formule utilisée. Et on peut être réels et nominaux. (ANTOINE P., 1996, P 44,45)

➤ Taux de change nominal effectif (TCNE)

Le taux de change effectif nominal d'une monnaie est une moyenne des taux bilatéraux de ces monnaies pondères par le poids effectif de chaque pays étrangers dans le commerce extérieure du pays étrangers.

➤ Taux de change réel effectif (TCRE)

C'est la valeur réelle de la monnaie nationale par apport à un panier de monnaies pondérés. Le taux de change réel effectif tient compte de l'évolution nominale de la monnaie. Ainsi a l'évolution des prix dans les pays consterné dans le reste du monde, sa formule de calcule et la suivante :

$TCER=TCEN$ indice moyen des partenaires commerciaux /indice locale des prix. (HEND SFAXI B., 2008, P 534)

2-3 La balance de paiement

Toutes les transactions entre les agents intérieurs et extérieurs à un espace territorial se traduisent par des flux de biens et services, de revenus et de capitaux. Dans un document comptable ces flux sont enregistrés, la balance des paiements qui indique comment l'équilibre de ces opérations s'est réalisé. On peut définir la balance des paiements comme un compte qui tend à enregistrer l'ensemble des transactions intervenues pendant une période donnée, habituellement l'année, entre les résidents d'un espace territorial et les non-résidents. On peut distinguer :

➤ Balance des opérations courantes : elle consiste à enregistrer tout les flux des biens et services, entre le pays et l'étranger. Autrement dit, la somme des transactions courantes les importations, les exportations, balance des touristes, balance des frets et recette d'assurance et des intérêts verser à l'étranger. La détermination de solde de compte courant par la différence entre les crédits et les débits.

➤ Compte au capital : résume toutes les transactions d'actifs entre un pays et le reste du monde, les emprunts à l'étranger, et les achats des titres à l'étranger les traites tirés sur une banque étranger.

Dans le cas où le gouvernement intervient sur le marché pour modifier le taux de change, le gouvernement possède un excédent s'il a acheté plus de devises étrangères qu'il a vendu, lors d'un déficit, s'il vend des actifs étrangers.

2-3 Marché des changes

Toute opération de change soit achat ou vente une devise sont effectuées sur le marché de change, ce dernier la manifestation concrète de la réalité internationale, toute entreprise qui importe ou exporte, tout agent économique qui prête ou emprunte en devise, se heurte immédiatement à un problème de change. En quoi consiste alors ce marché de change, quelles sont ses caractéristiques, quels sont les principaux intervenants sur ce marché ?

2-3-1 Définition du marché de change

Le marché des changes est un marché qui comporte les achats et les ventes d'une monnaie nationale contre une autre, autrement dit les transactions de devises. Il est obtenu par confrontation des offres des devises qui proviennent des exportateurs et de la demande des devises qui est engendrée par les importateurs sur ce marché. (ANTOINE P., 1996, P 97)

2-3-2 Les compartiments du marché des changes

Les marchés de changes permettent d'échanger des monnaies. Ces échanges peuvent avoir lieu aujourd'hui, c'est-à-dire au comptant. Ils peuvent être négociés aujourd'hui mais pour une livraison ultérieure. Ces échanges se dénouant dans le futur sont irrévocables, ils ont lieu sur les marchés des changes à terme.

➤ Le marché au comptant : l'objet du marché des changes au comptant est de permettre l'échange des devises instantanément. Concrètement, la livraison des devises a lieu deux jours après la date de négociation.

Le prix auquel l'échange se fait entre deux devises et le taux de change au comptant ou le cours de change au comptant d'une devise exprimé en unités de l'autre devise.

➤ Le marché des change à terme : sur le marché des changes à terme, les opérateurs négocient un échange de devises aujourd'hui, dont la livraison n'aura pas lieu dans deux jours comme sur le marchés au comptant, mais pour une livraison ultérieure, par exemple dans 30 jours, 90 jours ou un autre terme négocié.

Dans un contrat à terme, l'accord est irrévocable sur la date de transaction, sur le montant et sur le cours de la devise, mais l'échange des devises prend place seulement à la date prévue dans le contrat. (FONTAINE P., 2011, P 2-3)

2-3-3 Les intervenants de marché des changes

Les banques, les courtiers, les Banques Centrales et les clients constituent les principaux intervenants sur le marché des changes.

➤ Les Banques

Le marché des changes est un large marché entre banques. Seules les grandes banques sont admises à ce club lié par téléphone et télex. Les spécialistes de ces banque sont appelés les cambistes, parmi lesquels en distingue :

- Les cambistes teneurs de marché (market makers), dont le rôle est de coter les cours de devises directement sur le marché interbancaire pour le compte de l'institution qui les emploie ;

- Les combistes clientèles, qui sont des vendeurs chargés de répondre à la demande des clients des entreprises.

➤ **Les courtiers**

Certains utilisateurs préfèrent recourir au service de courtiers plutôt qu'à celui de leur banque. Les courtiers sont des intermédiaires qui, contre une commission s'efforcent de trouver une contre partie à la demande qui leur est faite. Leurs positions d'intermédiaires leur permettent de grouper les opérations et d'assurer l'inconnu des transactions.

➤ **La Banques Centrale**

Le troisième acteur le plus important sur le marché de change et les Banque Centrale. Il s'agit d'un acteur major du marché de change. Elles interviennent principalement pour influencer la valeur de leur monnaie soit pour des raisons de politiques économiques internes, soit pour respecter des parités fixe dans des engagements pris.

➤ **Les clients**

Ils peuvent se décomposer en trois catégories qui sont les entreprises industrielles et commerciales, les institutions financières ne participant pas directement au marché de change, mais par l'intervention des banques.

Les entreprises industrielles et commerciales, qui représentent la catégorie la plus importante des clients, offrent et demandent des devises en contrepartie d'opérations commerciales (importations /exportations) ou financières (prêt ou emprunt et investissement) avec l'étranger. Certains des entreprises ont crée leur propre salle de marché afin de pouvoir intervenir directement sur le marché pour leur propre compte. (FONTAINE P., 2011, P 3-4-5)

Section 3 : Les théories de taux change

Le système monétaire actuel est en réalité, un système hybride. Les Banques Centrales interviennent souvent sur les marchés de capitaux afin d'influer sur les taux de change. L'analyse de taux de change permet ainsi de mieux comprendre les effets de ces interventions sur les marchés.

3-1 Les théories déterminant le taux de change

Par valeur interne de la monnaie, on entend la monnaie comme agrégat. La valeur externe de la monnaie le taux de change de la monnaie en devises, c'est-à-dire le prix de la monnaie désigne le taux de change de la monnaie étrangère. Relativement à la valeur externe de la monnaie, on peut classiquement distinguer les approches réelles de change et des approches financières.

3-3-1 Les approches réelles du taux de change

➤ La parité du pouvoir d'achat

La théorie de la parité des pouvoir d'achat établit une relation entre la différence des taux d'inflation de deux pays et l'évolution comparée du cours de leur monnaie. Dans sa théorie traditionnelle, elle expose « qu'il ya PPA entre deux monnaie quand une unité de monnaie nationale à le même pouvoir d'achat a l'étranger et dans le pays d'origine ».

La théorie de PPA elle se base sur la loi du prix unique c'est-a-dire que tous les mêmes biens doit avoir le même prix partout dans le monde, cette théorie forme d'ancêtre de la théorie du change, repose sur trois hypothèses contraignantes, la structure de la consommation des agents économiques est supposée identique dans tous les pays, les marchés des biens sont supposés parfaits (absence de droits de douane), les marchés financiers dont supposés parfaits (absence de fiscalité).

➤ La détermination du taux de change par le solde des paiements

Le solde de la balance des paiements (positif ou négatif) à un effet mécanique sur les entrées nettes ou sorties nettes de devises influencent le niveau de taux de change domestique. Afin de déterminer le solde de la balance des paiements le plus représentatif, il s'agit de déterminer, le solde des opérations autonomes dont le signe va effectivement signifier l'appréciation ou la dépréciation de la monnaie domestique.

Dans la pratique, on retient le solde des transactions courantes. Toutes choses égales par ailleurs, un solde excédentaire vient apprécier la monnaie nationale, la demande de conversion des devises en francs l'emporte sur la demande de conversion de francs en devise. Les relations avec le reste du monde se traduisent par une demande accrue de francs, ce qui favorable a la bonne tenue de la monnaie nationale.

L'état du solde des transactions courantes fait ainsi figure de déterminant structurel du niveau du taux de change. Un solde extérieur florissant favorise la bonne tenue de la monnaie. Un solde extérieur réellement déficitaire soumet la monnaie nationale à la fragilité accrue. En cas de déséquilibre de la balance des paiements, le taux de change joue le rôle de contre force, ou de force de rééquilibrage, qui ira dans le sens du rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements. Néanmoins, de nombreux obstacles ou délais interviennent jusqu'à bloquer partiellement ou retarder le processus. (KRUGMAN P., 2009, P 524)

3-3-2 Les approches financières du taux de change

A coté des approches réelles qui négligent l'importance des taux d'intérêt dans la détermination du taux de change, tout un autre plan de l'analyse, met en lumière le différentiel d'intérêt comme variable explicative centrale des évolutions du taux de change. Dans ce cas le point de départ de l'analyse est la relation dite de parité des taux d'intérêt.

➤ **La parité des taux d'intérêt**

La théorie des taux d'intérêt (PTI) constitue l'un des pivots principaux de la théorie de l'équilibre des marchés financiers. L'opérateur qui se couvre à terme le fait en comparant le prix de la devise à terme et le différentiel d'intérêt.

D'une manière générale, on observe qu'il y a report de monnaie pour laquelle le taux d'intérêt est le plus faible et dépôt de la monnaie pour laquelle le taux d'intérêt est plus fort. On vérifie par cet exemple la règle essentielle d'établissement du taux de change à terme, le différentiel de change est commandé par le différentiel d'intérêt. La relation de PTI en cas de parité couverte et non couverte. La parité couverte établit une relation entre le taux à terme et le taux au comptant à partir de l'écart de taux d'intérêt. La parité non couverte introduit les prévisions de la valeur future du taux de change .

➤ **Le modèle de choix de portefeuille**

Cette approche considère que le taux de change est influencé par l'équilibre de stock de tous les actifs financiers. Dans ces modèles de choix de portefeuille, les agents économiques sont supposés répartir leur richesse entre monnaie nationale, monnaie étrangère, titres domestiques et titres étrangers. Les agents cherchent à optimiser leurs placements.

D'une manière générale, la composition du portefeuille de référence est déterminée par le souci de l'investisseur de limiter le risque pensant sur le rendement réel de son

portefeuille. Mathématiquement, cela se formalise par la minimisation de la variance du rendement réel du portefeuille. (PARENT A., 1996, P 97...112)

3-2 Les politiques de stabilisation de taux de change

Les politiques qui servent à la stabilisation de taux de change.

3-2-1 La politique monétaire

C'est l'ensemble des actions mise en œuvre par les autorités monétaire, La monnaie pouvant affecteur de nombreuses variables économiques importantes, les hommes politiques du monde entier se préoccupent de la conduite de la politique monétaire, c'est à dire de la gestion de la monnaie. L'organisation responsable de la conduite de la politique monétaire d'une nation est en général une Banque Centrale. On peut définir la politique monétaire comme les actions mises en œuvres par les autorités monétaires a fin de procurer à l'économie la quantité de monnaie nécessaire à la poursuite de la croissance économique et a la réalisation du plein emploi tout en préservant la stabilité de la valeur de monnaie au niveau interne et externe. (MISHKIN F., 2007, P 15)

3-2-2- La politique budgétaire

La politique budgétaire peut être utilisée dans le but d'atteindre le plein-emploi, l'expansion budgétaire s'accompagne d'une appréciation de la monnaie, qui provoque une diminution de la demande étrangère de biens et de services intérieurs. Cela tend ainsi à atténuer les effets positifs sur la demande globale. Pour compenser cette appréciation, la Banque Centrale doit accroître l'offre de monnaie par l'achat d'actifs en monnaies étrangères. Cet effet additionnel explique pourquoi la politique budgétaire est plus efficace. (MISHKIN F., 2007, P 16)

3-2-3 La politique de dévaluation ou la réévaluation

On parle de la dévaluation ou la réévaluation dans un régime de change fixe, et de la dépréciation dans un régime de change flottant. Tout ce que les banque doit faire pour dévaluer ou réévaluer est d'annoncer sa volonté d'échanger la monnaie domestique contre des monnaies étrangères, quel que soit le montant, au nouveau taux de change. et parmi les raisons principales.

Une dévaluation peut être comme un moyen de lutter contre le chômage en dépit de l'inefficacité de la politique monétaire. Si les déficits publics sont impopulaires, si le processus parlementaire est trop lent, un gouvernement peut opter pour une dévaluation, afin de relancer la demande globale. Elle permet aussi de d'améliore le solde de la balance courante. Elle permet également de reconstituer les réserves officielles de la Banque Centrale. **(KRUGMAN P., 2009, p 525)**

Conclusion

Toute transaction commerciale ou financière réalisée entre les résidents d'un pays et les non résidents, donne lieu à des opérations des changes car chaque pays a sa propre monnaie. Ces opérations de conversion sont réalisées sur le marché de change, il s'agit d'un marché international, ou une monnaie nationale peut être échangée contre une autre monnaie. Le prix de l'échange représente le cours ou le taux de change, il permet l'équilibre entre l'offre et la demande de la devise.

En effet, avec le développement des échanges des biens et services, ainsi que l'accroissement des mouvements des capitaux entre les différents pays. Supposons l'existence d'un Système Monétaire International stable. Ce dernier a connu de nombreuses transformations organisées d'abord autour de l'étalon or puis de l'étalon de change or, et de système de Bretton Woods pour arriver au système actuel.

De nos jours on distingue trois régimes de change, change fixe et change flexible ou administré, chaque pays peut choisir le régime de change qui lui convient, néanmoins avec l'accroissement de la mobilité des capitaux aux niveaux internationaux, la tendance dominante est celle de la flexibilité.

Chapitre 2 : La dévaluation comme politique de stabilisation

Nous allons tenter de dévoiler les fondements et les critères menant un pays à la dépréciation de sa monnaie, mais aussi les politiques résolues. Toutefois, nous avons scindé le présent chapitre en trois (3) sections ; en vue d'illustrer convenablement la terminologie de la dévaluation de la monnaie.

La première section expose la politique commerciale et la politique monétaire, étale leurs mécanismes et leurs objectifs d'une part. Et d'autre part, elle met en cohésion ces deux mêmes politiques. La deuxième section présente les notions contenues dans la sphère de la dévaluation et les aspects de la dévaluation puis, seront mis en place les raisons dirigeant un pays à dévaluer sa monnaie. En terminer par un cas pratique traitant de la dévaluation en Chine, afin de bien éclaircir. La troisième section, quant à elle, tente d'exhiber les diverses théories desquelles s'inspirent la dévaluation énergétique ainsi qu'autrement dit les modalités conduisant au succès d'une d'évaluation.

Section 1 : L'interaction de la politique monétaire et la politique commerciale

Chacun des deux politiques veille au bon mouvement et à l'affermissement de la croissance économique, à la stabilité monétaire et budgétaire. La politique commerciale et la politique monétaire sont des politiques obligatoires pour un pays.

1-1 La politique monétaire

La politique monétaire c'est un instrument de la politique économique consistant à fournir les liquidités nécessaires au bon fonctionnement de l'économie et à sa croissance tout en veillant à la stabilité de la monnaie. Parmi ses objectifs, des objectifs finaux qu'elles veulent attendre à long terme et, sans réaliser les objectifs intermédiaires. (CAPUL J., 2011, P 365)

1-1-1 Les objectifs de la politique monétaire

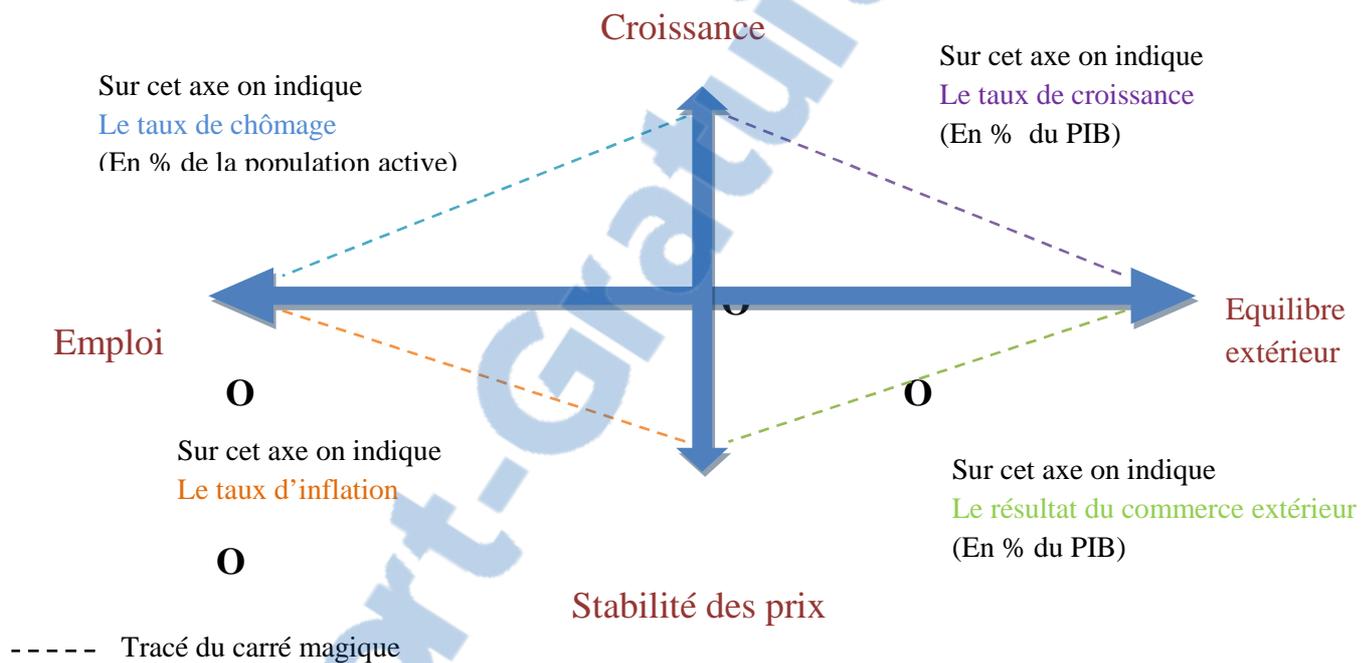
a) Les objectifs finaux

La politique monétaire s'appuie sur les variables économiques, et ce à l'image de toute politique économique.

- La stabilité interne des prix : afin de lutter contre l'inflation ;
- La croissance : comme de moyen de paiement en circulation dans l'économie ;
- Le plein-emploi ;
- L'équilibre extérieur.

Suite aux quatre objectifs suscités, nous concluons au carré magique de Kaldor :

Figure n°1 : Le « carré magique » de NICOLAS KALDOR



- Point zéro de chaque axe

Source : Mr DIEMER., « LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT » UFM AUVERGNE, tire du site : http://www.oeeconomie.net/private/économie_générale. P 382-388.

b) Les objectifs intermédiaires

Sur la base d'indicateurs utilisés par la Banque Centrale pour agir. Ils s'expriment en variables économiques :

➤ Les objectifs quantitatifs (rythme de la croissance de la masse monétaire) :

Ils décrivent l'évolution des agrégats monétaires ou bien sur les divers indicateurs de la masse monétaire en circulation dans l'économie. En effet, l'objectif pour la Banque Centrale

comporte la fixation du taux de croissance pour l'augmentation annuelle de la masse monétaire. «**JAFFRE P., 1996, P 100**).

➤ **Les objectifs de taux d'intérêt**

Il consent aux pouvoirs publics monétaires la fixation du taux d'intérêt et de l'orienter lorsqu'ils désirent privilégier l'épargne donc ils prospectent l'augmentation du taux d'intérêt. En revanche, l'objectif de taux d'intérêt faible est l'incitation à la croissance et l'investissement parce que les coûts des emprunts sont maigres pour les entreprises. (**JAFFRE P., 1996, P 102**).

➤ **Les objectifs de taux de change**

Les autorités monétaires utilisent les instruments monétaires pour atteindre un certain niveau du change de la monnaie nationale sur le marché des changes. Si un pays déprécie sa monnaie afin de relancer et de favoriser ses exportations et avoir un taux de chômage faible. Au contraire, une appréciation de la monnaie vise à bénéficier d'une désinflation importée avec la baisse des prix des importations. (**CAPUL J., 2011, P 367**)

1-1-2 Les instruments de la politique monétaire

La politique monétaire fait appel à des instruments distincts où il existe fondamentalement les instruments directs et les instruments indirects, et ce afin d'aboutir aux objectifs assignés.

a) Les instruments directs

La limitation d'une manière directe des quantités de monnaie créées par les banques, par les autorités monétaires.

➤ **L'encadrement des crédits**

Elle consiste en un dispositif administratif de contrôle de la création monétaire accompli par les banques commerciales, qui exige aux banques d'honorer un certain pourcentage d'augmentation annuelle des crédits. (**CAPUL J., 2011, P 367**).

➤ **Sélectivité du crédit**

Il s'agit d'un mécanisme souscrivant des actions, l'application des garanties et l'encouragement du crédit.

b) Les instruments indirects

➤ Les réserves obligatoires

Elles s'agissent des cautionnements où chaque banque est censée réaliser sur un compte à la Banque Centrale, sinon si elle indique les règlements par lesquelles la Banque Centrale contraint les banques commerciales à honorer un coefficient de réserves obligatoires. Dans le cas la Banque Centrale accroît le montant des réserves obligatoires où les banques commerciales sont obligées de réduire leur offre de crédits. (JAFFRE P., 1996, P 115).

➤ Le réescompte

Il consiste en un dispositif favorisé des Banques Centrales pour l'ajustement de la liquidité bancaire. Le taux d'escompte est un taux d'intérêt que détache la Banque Centrale lorsqu'elle souscrit des prêts aux banques commerciales. Celles-ci empruntent auprès de la Banque Centrale lorsque leurs réserves sont insuffisantes pour honorer le coefficient de réserves obligatoires. Plus le taux d'escompte est faible moins il est coûteux d'emprunter auprès de la Banque Centrale, et plus les banques commerciales ont recours à cette modalité de financement. (JAFFRE P., 1996, P 110).

➤ Les opérations d'open-market

Elles expriment les actions accomplissant simultanément sur le montant de liquidités en circulation et sur le montant de titres détenus dans le portefeuille de la Banque Centrale, l'argent avec lequel la Banque Centrale achète les obligations ou les titres accroît la base monétaire et donc l'offre de monnaie, l'argent qu'elle reçoit lorsqu'elle vend les obligations réduit la base monétaire et donc l'offre de la monnaie. (JAFFRE P., 1996, P 111).

1-2 Politique commerciale

1-2-1 Définition

Il s'agit de l'ensemble des lois, des règlements, des décisions et politiques s'appliquant aux importations et aux exportations de biens et services. La politique commerciale peut être examinée comme un appareil butant à améliorer l'accès aux marchés étrangers que

venir appuyer l'action gouvernementale dans la réalisation des objectifs poursuivis sur le plan économique et sur le plan industriel en particulier. (CHRISTIAN D., FANNY M., P1).

1-2-2 Les instruments de la politique commerciale

Il existe deux mécanismes fondamentaux quant à la politique commerciale, ils s'expriment comme suit :

- Les barrières tarifaires ;
- Les barrières non tarifaires.

a) Les barrières tarifaires

L'une des barrières les plus classiques de la politique commerciale s'expose en le droit de douane.

Il a constitué jusque 1970 la principale figure de protectionnisme. Il est classifié dans la catégorie des impôts indirects et il est défini comme un impôt auquel est soumis un produit et ou un service importé ou exporté.

Le poids économique du pays qui instaure le droit de douane sur un bien ou service pèse et influe proportionnellement son prix sur le marché international ; et cela dans une position concurrentielle bien entendu. (RDDJI S., 2014, P 55)

b) Les barrières non tarifaires

Nous pouvons distinguer plusieurs figures manifestant ces barrières : le système de quotas, normes, la restriction volontaire à l'exportation. Tant de pays font appel à ce genre de mécanismes ces dernières années dans la perspective de protéger leurs marchés nationaux respectifs. Néanmoins, les barrières non tarifaires sont aussi désignées comme mécanisme du nouveau protectionnisme.

➤ Les quotas à l'importation

Ils représentent l'aspect essentiel des barrières non tarifaires et se définissent comme l'élaboration d'un catalogue la Il s'agit de dresser une liste étroite des produits pouvant figurer parmi les importations du pays, en veillant en parallèle à la protection des prix sur le marché domestique. Ces quotas sont également dits « contingents à l'importation ».

➤ Les restrictions volontaires aux exportations

Lorsqu'un produit importé par le pays se montre menaçant l'un de ses secteurs d'activité, le pays agit en s'adressant au pays de provenance du même produit le sollicitant par l'occasion en vue de limiter volontairement ses exportations de ce produit.

➤ Les normes

Elles désignent les spécificités et caractéristiques techniques auxquelles doivent répondre les biens importés. « **RDDJI S., 2014, P 78**)

3- 1 L'interaction entre la politique monétaire et la politique commerciale

La politique commerciale et la politique monétaire sont deux instruments bien connus des pouvoirs publics, ce sont des liens qui existent entre elles et entre la manière dont elles s'influencent mutuellement. En effet, il existe des liens très importants, où le gouvernement et la Banque Centrale, ont en générale des objectifs monétaires, dont ils devront essayer de réduire le déficit extérieur et assurer l'équilibre et la stabilité de la balance commerciale.

La politique commerciale influe sur des variables macros économique, telle que le revenu, le niveau des prix, l'emploi et l'investissement. Elle pèse sur des résultats ou en influant sur la dynamique de la croissance économique et sa stabilité. Donc la politique commerciale et la politique monétaire sont vraiment liée entres elles et sont interdépendantes.

Les importations peuvent être utilisées comme intrants dans la production. Par conséquent, elles influencent sur le niveau de la production et la demande d'emploi. Ainsi l'importation des biens de consommation reflètent le choix des consommateurs. La concurrence entre les produits locaux et les produits étrangers peuvent entrainer l'éviction des entreprises locales, la production se trouve modifiée et présente un effet négatif si les entreprises n'arrive pas à faire face à cette concurrence, inversement si elles deviennent plus compétitives.

Les exportations sont une composante de demande globale qui stimulent la croissance de la production nationale, et donc le revenu et l'emploi, en élargissant et ouvrant les marchés aux entreprises nationales, elles créent les conditions d'une baisse des coûts de production car les entreprises vont bénéficier d'économies d'échelles ce qui entraine une augmentation de

leur productivité. De nombreux pays ont compté sur les exportations pour servir de moteur de leur croissance économique, leur objectif est d'assurer l'équilibre de la balance commerciale.

Dans ce cas, si la demande intérieure entraîne une augmentation de la demande d'importation et détourné la production des marchandises exportable vers la production des marches distinguées au marché intérieur, dans ce cas la balance commerciale tendra à se détériorer, ainsi les variations des niveau des prix intérieurs aura aussi des répercutions sur le commerce extérieur, l'inflation érode la compétitivité des entreprises nationales par apport aux importations des entreprises étrangères. Par conséquent, les importations vont augmenter et les exportations vont baisser, résulte alors une balance commerciale déficitaire.

A l'aide de ces deux politiques, les pouvoirs publics essayent d'éviter le déclenchement du déficit de la balance commerciale à travers la mise en place d'une politique monétaire qui vise à freiner les importations et à assurer la stabilité de la balance commerciale, et cela on décidant d'apprécier le taux de change de la monnaie national pour provoquer un enrichissement des prix qui par la suite décourage automatiquement les importations qui va être suivie par la baisse des prix. Tout ce processus va conduire à l'encouragement des exportations et de l'investissement, ont baissant en fin le taux d'intérêt. (**LE COMMERCE MONDIAL., 2004, P 94-95**).

Section2 : Généralités sur la politique de dévaluation

Si le taux de change de la monnaie se déprécie comparativement à une monnaie de référence, ou un panier de monnaies, ou subit une dévaluation. En effet, une dévaluation peut se produire également via une décision de politique monétaire diligente par le gouvernement, dans la bordure d'un régime de change fixe.

A l'opposé, une élévation du cours de la monnaie nationale est qualifiée d'une réévaluation, par décision du gouvernement.

2-1 Définition des concepts de base liés à la dévaluation

Dévaluation est une décision officielle des autorités monétaires consistant à diminuer la valeur de la monnaie nationale par rapport à un étalon de référence (or, une autre monnaie, etc.). Prenons l'exemple d'une dévaluation du Dollar Américain contre le Dollar Canadien (cette dévaluation ne se prononce plus par un Gouvernement à une date donnée. Le cours de

change s'établi chaque jour sur le marché des changes). Ci- avant dévaluation 1\$ US = 1 \$ Can, après 1\$ US = 0,90 \$ Can.

Ainsi, après une dévaluation, il est nécessaire de fournir davantage de monnaie nationale pour obtenir la même devise étrangère qu'auparavant. Il est donc plus coûteux d'acheter à l'étranger. Inversement, les étrangers trouvent le territoire national meilleur marché (favorable au tourisme, favorable aux exportations, etc.). Une dévaluation (ou l'opération inverse qu'est la réévaluation). N'est possible que dans un système de changes fixes, où les parités des monnaies correspondent à des taux de change officiels et stables par rapport à un étalon (exemple du système monétaire international de Bretton Woods).

Dépréciation d'une monnaie (sur le plan externe) doit être distinguée de la dévaluation. Dans un système monétaire international où les changes ne sont pas fixes, c'est à dire lorsque les Banques Centrales ne sont pas obligées d'assurer la stabilité de leur propre monnaie par rapport à d'autres devises, les taux de change fluctuent librement sur le marché des changes. La dépréciation correspond alors à la diminution de la valeur d'une monnaie par rapport à une ou plusieurs autres devises. Une dépréciation (ou, à l'inverse, une **appréciation**) peut être un processus très lent, à l'inverse d'une dévaluation qui est une modification brutale et officielle de la valeur d'une monnaie. L'usage du terme de dévaluation (ou de réévaluation) est devenu impropre depuis l'abandon des parités fixes entre les monnaies en 1973. Il demeure cependant dans le cadre des accords Monétaires Européens puisque l'on parle de dévaluation ou de réévaluation lorsque l'on modifie les "cours-pivots" entre les monnaies appartenant au mécanisme de change du Système monétaire européen.

On peut établir de deux manières le taux d'une dévaluation :

- si on rapporte la diminution de valeur de la monnaie à l'ancienne parité, le taux est dit «en dedans »
- si on rapporte la diminution de valeur de la monnaie à la nouvelle parité, le taux est dit «en dehors »

Exemple : le franc jusqu'en aout 1969 valait 180 mg d'or ; après dévaluation 160mg.

Taux en dedans = $180 - 160 / 180 = 11.11\%$. Taux en dehors = $180 - 160 / 160 = 12.5\%$. On utilise plutôt le taux en dedans car il reflète la modification de parités envers les devises étrangères. (CAPUL J., 2011, P 45)

Taux de couverture : ratio exportations/importations. S'il est égal à 100, les échanges sont équilibrés ; s'il est inférieur à 100, il y a déficit ; s'il est supérieur, il y a excédent.

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2005/wp0511>

Risque de change : sont les divers risques liés au taux de change, il est possible de spécifier trois types de risque du change :

- **Risque de transaction** : impact immédiat des mutations du taux de change sur la valeur des dettes et des créances (charges et produits).
- **Risque de traduction comptable** : conversion des états comptables de filiales étrangères, valorisation d'un portefeuille de titres internationaux impacte la valeur de l'entreprise, mais pas son résultat courant réglementation (normes comptables) comptabilisation en valeur de marche.
- **Risque économique** : effet sur la valeur actuelle et la compétitivité future de l'entreprise dépend du degré de concurrence du secteur (concurrence par les prix) et de la capacité de l'entreprise à ajuster ses prix (comportement de marge). (**BATISTE J., 2007, P 23**)

Libre circulation des marchandises : le principe de circulation des marchandises signifie que les commerçants peuvent importer dans leur pays tout produit provenant d'un autre pays.

Autonome de la Banque Centrale : elle caractérise l'interdépendance de la Banque centrale que nul corps constitué, gouvernements, ou l'un de leurs membres respectifs, ne dispose le pouvoir d'intervention dans la décision prise par la Banque Centrale dans l'exercice de sa mission statutaire. L'autonomie de la banque centrale s'exprime essentiellement sur deux plans. D'abord, politique renvoie à l'impact guidé par le gouvernement sur la fixation des objectifs de la politique monétaire. Ensuite, la politique économique comporte dans l'option des mécanismes en vue d'atteindre les objectifs. (**cairn.info, 2012, page-76**)

2 – 2 Les formes et les objectifs d'une dévaluation

2- 2-1 Les formes de la dévaluation

Plusieurs aspects sont susceptibles d'être exhibés par la dévaluation monétaire. Néanmoins, nous nous contentons d'en étaler cinq (5) entre autres

- **Dévaluation camouflée** : les taxes à l'importation et les primes à l'exportation représentent des dévaluations camouflées.
- **Dévaluation défensive** : est une dépréciation effectuée par un pays ayant été touché par une forte inflation et voulant ajuster ses prix de ceux de ses concurrents. L'action est donc examinée en tant qu'un remède ; elle est la démarche d'échec de la politique économique antécédente. Les dévaluations qui ont suivi les deux guerres mondiales ont été le plus souvent de ce type.
- **Dévaluation offensive** : l'objectif ciblé est de positionner les exportateurs locaux dans des conditions fictivement favorables sur les marchés internationaux. Si elle se concrétise en phase de récession, ce qui couramment connu d'ailleurs, elle risque d'alourdir la crise et d'éveiller un cycle de dévaluation concurrente, comme dans les années 1930.
- **Dévaluation à chaud** : est une dépréciation appliquée sous la pression des événements en phase de crise monétaire (spéculation et la fuite des capitaux). La dévaluation s'impose d'urgence comme l'ultime recours avant la catastrophe.
- **Dévaluation à froid** : est une dépréciation mise en place en vue d'escorter une politique de redressement couramment appliquée afin de rétablir l'équilibre commercial. (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2005/wp0511>)

2-2-2 Les objectifs d'une dévaluation

Les principaux objectifs de la dévaluation se dévoilent ainsi :

- Le perfectionnement notable de la compétitivité ;
- La restauration des financements internationaux : aides et investissement ;
- Mise en place d'un climat d'un rétablissement rapide des équilibres extérieurs et intérieurs ;

- Le perfectionnement des conditions de vie des populations, via la suppression du chômage ;
- La reprise des exportations des produits et services, et la diminution des importations afin de souscrire le rééquilibrage de la balance commerciale ;
- La stimulation au retour de capitaux placés à l'étranger, afin de remettre l'équilibre de la balance de paiements ;
- La relance de la croissance et le retour à la confiance, suite à la crédibilité d'une parité plus réaliste, une gestion éminente des finances publiques et une relance des exportations, devant inciter une relance durable de la croissance économique.

2-2-3 Les causes d'une dévaluation

Les raisons et les motivations de la dévaluation remontant à l'ère de l'étalon-or, les soldes étaient réglées par des transferts internationaux d'or, le rééquilibrage se réalisait automatique. C'est-à-dire, un déficit commercial entraînait une baisse du stock d'or, une baisse de l'offre de monnaie, une baisse des prix et des salaires dans le pays, ce qui aboutissait à terme à restaurer la compétitivité.

Actuellement, le progrès d'ajustement est davantage ardu et moins automatique. Les monnaies ne sont plus garanties sur l'or, les pays se trouvant en déficit découlant fréquemment à des dévaluations en préférence qu'à la réduction des salaires et des prix. Il s'agit d'un contexte dans lequel la balance globale est déficitaire, l'offre de monnaie nationale est supérieure à l'offre de devises sur le marché des changes, se succède une chute du cours de la monnaie nationale. En changes fixes, les autorités sont tenues d'intervenir pour soutenir le cours de la monnaie nationale en offrant des devises. Toutefois, les réserves du pays ne sont pas inépuisables. Une dévaluation se produit si le déficit se maintient.

En outre, la dévaluation peut avoir d'autres objectifs que l'équilibre externe, par exemple un objectif interne d'amélioration de l'emploi. Dans le cas du Royaume-Uni en 1931 et des Etats-Unis en 1933, la balance commerciale était excédentaire et le chômage élevé. La dévaluation permit une reprise économique et une baisse du chômage

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2005/wp0511>

2-2-4 L'exemple d'un cas d'une dévaluation réussi « la Chine »

Depuis 1994, la Chine passée en change fixe avec le dollar en régime de change flottant, ou sa croissance est très élevée sont PIB a été de 8,5% de 1995 à 2004, ce pays souffre d'un

sous emploi massif et d'un taux de change sous évalué au regard des intérêts traditionnels lui permet d'impulser la croissance vigoureuse nécessaire pour résorber son chômage, au tant qu'outil de la politique économique.

Néanmoins, La Chine à choisi un modèle de croissance par les exportations qui est très dynamique, ceci nécessite qu'elle maintient un taux de change relativement bas pour assurer sa compétitivité. Le plus important pour elle c'est le commerce extérieure, et elle ne souhaite pas que son taux de change soit à la merci des marchés financiers. En effet, pour assuré son rattrapage technologique, la Chine a besoin des investissements directs étrangers et d'accords de joint-venture, car ceci nécessite un taux de change stable et bas, ou le Yuan a dévalué de 50% par rapport au dollar. Ceci dit, la Chine ayant adopté une nouvelle politique de change, et suite aux dévaluations de la monnaie chinoise, les plus importantes depuis 1993, indiquent un ensemble de menaces non considérables pour les autres pays : déstabilisation des marchés et des monnaies, risque de guerre des monnaies (la dévaluation).

Ensuite, dès l'année 2005, les autorités chinoises ont étalé le Yuan comme fixé sur un panier de devises composé de Dollars, de l'Euro et du Yen japonais. Ce sont donc toujours les autorités qui définissent le taux de change officiel, ce qui s'explique par un cours qui évolue en « paliers ». Car la Chine aspire à ce que sa monnaie, même si elle ne flotte pas encore librement, soit reconnue comme une monnaie de réserve, une manière de battre en brèche la domination du Dollar et des Etats-Unis. Car le Yuan reste une monnaie mineure, il ne représente que 2,5 % des transactions internationales, contre 29 % pour l'euro et 43 % pour le Dollar américain. (CAPUL J., 2011, P 305-306).

SECTION 3 : les effets et les conditions de la réussite d'une dévaluation

La demande de biens importé et exporté est essentiellement fonction de leurs prix. L'effet final des modifications de prix sur le courant des échanges ne dépend plus alors que de leurs élasticités. Cet effet sera d'autant plus favorable que les élasticités seront normales et fortes. En excluant la modification directe des prix des biens, l'ajustement, dans l'optique des élasticités, se fait essentiellement par la modification du taux de change (dévaluation). C'est alors l'occasion de préciser les effets attendus d'une dévaluation et des conditions de réussite d'une dévaluation.

3-1 Les effets attendus d'une dévaluation

Nous signalons une multitude de répercussions la dévaluation sur l'économie en général, et sur le commerce extérieur en particulier.

Les conséquences prévisibles de la dévaluation sont ainsi de multiples sortes spécialement, les échanges extérieurs, l'inflation, les termes de l'échange, les dettes extérieur, etc.

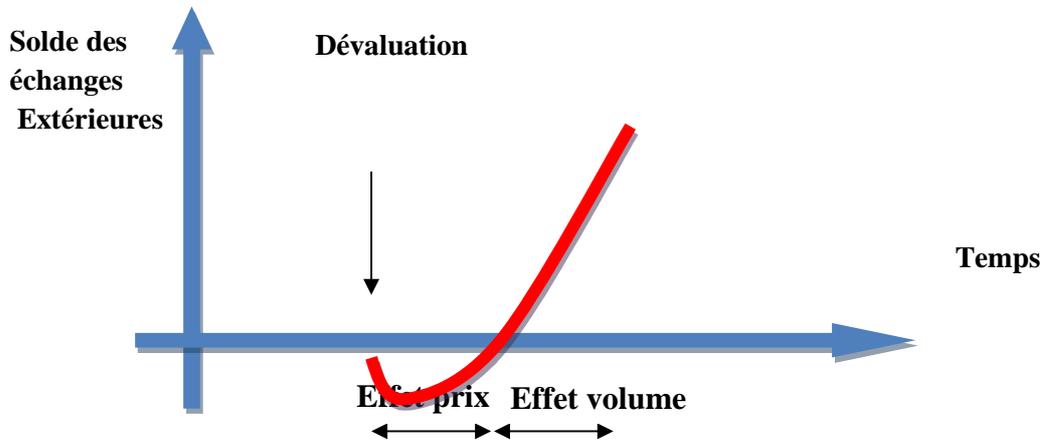
3-1-1 Effet sur la balance commerciale

La dévaluation d'une monnaie va dégager donc deux conséquences à éclaircir à travers les économistes en «courbe en J». D'abord, elle approuve une dégradations des termes de l'échange, ou le rapport entre le prix des exportations et celui des importations. Cet «effet-prix», qui s'exprime immédiatement, abaisse le solde en valeur de nos échanges courants (décroissement de la courbe), parce que la valeur des importations croît et coûte plus cher et les agents ne diminuent pas aussitôt leurs achats de biens étrangers. C'est l'effet-prix de la dévaluation, il est scruté alors négatif. Ensuite, dans une phase ultérieure, les volumes échangés résistent aux évolutions de prix, puisque le prix en monnaie étrangère des biens exportés diminue et le volume vendu aura une tendance haussière, et également puisque le prix en monnaie étrangère des biens importés croît, le volume acheté aura une tendance baissière. Cet «effet-volume» prend un certain intervalle du temps pour apparaître (croissement de la courbe). Les pays qui ont une difficulté importante de leur échange avec le reste du monde ont adapté la stratégie d'une monnaie faible afin d'encourager et résorber le déficit de leur balance commerciale et d'améliorer la croissance économique.

La diminution de la valeur de la monnaie engendre un accroissement des prix des produits importés sur le marché national et fait baisser les prix des produits exportés en devise sur le marché étranger. Avec cette méthode plus d'exportations et moins d'importations, le solde commercial est censé retrouver son équilibre.

La «courbe en J» expose, en conséquence, le fait que suite à une diminution du taux de change, l'effet-prix l'emporte en premier lieu (le solde extérieur se dégrade) ensuite est rejoint par l'effet-volume, à vrai dire l'effet-volume l'emportera précipitamment sur l'effet-prix, sinon le solde courant poursuivra sa dégringolade. (JEZABEL C., 2012, P 4)

Figure n°1 : La courbe en J : (solde des échanges extérieurs fonction du temps)



Sources : http://public.iutenligne.net/economie/simonnet/SMI/docs/cout_deval.html

3-1-2 Effets sur les termes de l'échange

La dévaluation dégrade les termes de l'échange du pays qui déprécie, car elle modifie le prix relatif des importations qui tend à s'élever en monnaie nationale et celui des exportations qui tend à baisser en monnaie étrangère. (FERICELLI J., 1962, P 87)

3-1-3 effets sur l'inflation

Nous constatons promptement dans les pays en voie de développement un effet considérable et tragique des dévaluations : celles-ci incitent l'inflation. Etant incompressibles, quelques importations, si essentielles que leur demande ne diminue pas alors que leurs prix croissant après une dévaluation (matières premières, machines), se produit une augmentation des prix domestiques (inflation importée). Les coûts de production des entreprises croissent en conséquence, ce qui concourt à l'augmentation générale des prix et annule les effets bénéfiques de la dévaluation.

En conclusion, une inflation pourrait avoir lieu dans le cas où la politique monétaire ou fiscale devient trop expansionniste. (CAPUL J., 2011, P 25)

3-1-4 Effet sur la dette extérieure

La dévaluation a, également, pour effet de gonfler la valeur de la dette extérieure d'un pays exprimé en monnaie nationale dans la mesure où, cette dernière étant dévaluée, elle nécessite d'offrir plus d'unités en monnaie nationale pour éponger la dette en devise.

Aussi, lorsque les paiements du service de la dette se font avec la monnaie du pays créditeur, ce qui est généralement le cas pour les économies faibles, le service de la dette croît, dans les mêmes proportions que la dévaluation étant donné que la monnaie nationale ayant perdu sa valeur.

Toutefois, en longue période, la hausse des prix des importations, causant l'élévation de la valeur globale des taxes douanières perçues par l'Etat, souscrit au gouvernement de rembourser ses dettes et lui remet une partie de sa solvabilité sur le plan international.

(BOUSSELMI S., 2000, P 23)

3-1-5- Effet sur la redistribution des revenus

Une dévaluation est susceptible de disposer d'un effet négatif sur la demande réelle qui baisse et, sous quelques conditions, ainsi que son rythme de croissance ; tout cela via le flottement des prix,

Cette détérioration de la demande et de la production, à son tour, excite une distribution inégalitaire des revenus, des agents à faible propension à épargner vers ceux à forte propension à épargner.

En contrepartie, ceux qui consomment des biens importés endureront, suite à une dépréciation, d'une augmentation de leur coût de la vie et, d'une diminution dans leurs revenus réels. **(BOUSSELMI S., 2000, P 24)**

3-2- Les conditions de réussite d'une dévaluation

Le succès de la dévaluation est expliqué par les deux théories suivantes :

3-2-1 L'optique de l'absorption

- **L'analyse d'Alexander**

Alexander adopte l'approche de l'absorption pour développer les conséquences d'une dépréciation sur la balance commerciale. L'analyse d'ALEXANDER fait intervenir à la fois

des effet-prix et effet-revenu. Il procède de l'équation de l'équilibre global en économie ouverte.

La base d'Alexander n'est autre qu'une identité keynésienne qui est une expression de l'équilibre, soit :

$$Y - M = C + I + G + X \quad (1)$$

Y : représente le produit national brut ;

C : La consommation ;

I : investissement ;

G : Les dépenses ;

X : exportation ;

M : importation ;

L'équation (1) exprime l'égalité des ressources et des emplois. La somme de la production et des importations correspond des produits disponibles dans l'économie. La consommation, l'investissement et les exportations en sont leur utilisation.

Si nous désignons par :

$B = X - M$ représente donc le solde du commerce extérieur.

L'équation (1) peut aussi s'écrire :

$$Y = C + I + G + B \quad (2)$$

Ce que l'on désigne par l'absorption, c'est la somme de $C + I + G = A$ représente. Nous pouvons donc écrire :

$$Y = A + B \quad (3)$$

D'où :

$$B = Y - A \quad (4)$$

Ce qui veut dire le solde de la balance commerciale est égal au produit national diminué de la demande nationale ou absorption. L'obtention d'un surplus exportable se traduit par un solde positif de la balance commerciale soit, B supérieure à zéro.

La dévaluation, s'agit à modifier le solde de la balance commerciale, elle agit sur le solde courant par deux manières :

- indirectement, à travers la variation des revenus induite (ΔY) ;
- directement, puisque la dévaluation transforme la demande domestique ;

Ce qui donne en termes de variation :

$$\Delta B = \Delta Y - \Delta A \quad (5)$$

La dévaluation est par ailleurs susceptible de provoquer une baisse de l'absorption par trois effets :

- elle provoque la hausse des prix, ce qui devrait conduire les agents à augmenter leur achats en achetant moins et en vendant plus ;

- la hausse des prix, provoque un risque de diminuer la consommation, car les salaires restent constants.

- Une brusque hausse des prix exerce l'immédiat un effet d'illusion monétaire qui conduit les agents à réduire leurs dépenses même si le revenu nominal tend à s'accroître.

(PIERRE H., ARMAND D., 1993, P 87 - 88)

3-2-2 Théorie des élasticités critiques

Le théorème des élasticités critiques, perçu par Alfred MARSHALL en 1923, a été défini par J. ROBINSON en 1937, LERNER en 1944 et reformulé plus tard en termes plus généraux par HABERLER et HIRSCHMAN. Ce théorème précise dans quelles conditions, une balance commerciale sera corrigée par une dépréciation de la monnaie nationale sur le marché de change.

Il est d'ailleurs présenté sous plusieurs formes :

✓ On peut chercher les conditions applicables à l'ensemble de la balance des Paiements et non à la seule balance commerciale ;

✓ On peut présenter les valeurs importées ou exportées en monnaie nationale ou étrangère ;

✓ On peut chercher à déterminer le taux de dépréciation qui rétablirait l'équilibre. (deuxième partie L'équilibre des opérations courantes).

- X le volume des exportations, P_x l'indice des prix des exportations ;
- M le volume des importations, P_m l'indice des prix des importations ;
- BC désigne la balance commerciale ;
- Le taux de change $t = P_m/P_x$ est le nombre d'unités monétaires nationales nécessaires pour obtenir une unité monétaire étrangère ;

$$BC = X.P_x - M.P_m = P_x(X - M.P_m/P_x) = P_x (X - t.M)$$

Analysons les effets d'une variation du taux de change (Δt) sur la balance commerciale

$$\begin{aligned}\Delta Bc / \Delta t &= P_x (\Delta X / \Delta t - t \Delta M / \Delta t - M \Delta t / \Delta t) \\ &= P_x (\Delta X / \Delta t - t \Delta M / \Delta t - M) \quad (1)\end{aligned}$$

Introduisons la valeur des élasticités prix des exportations et des importations :

$$\epsilon_X = \Delta X / X / \Delta t / t = \Delta X / \Delta t \times t / X \Rightarrow \Delta X / \Delta t = \epsilon_X \times X / t$$

$$\epsilon_M = \Delta M / M / \Delta t / t = \Delta M / \Delta t \times t / M \Rightarrow \Delta M / \Delta t = \epsilon_M \times M / t$$

La relation (1) peut s'écrire :

$$\begin{aligned}\Delta Bc / \Delta t &= P_x (\epsilon_X \times X / t - t \times \epsilon_M \times M / t - M) \\ &= P_x.M (\epsilon_X \times X / t .M - \epsilon_M - 1)\end{aligned}$$

Si on suppose qu'au départ la balance commerciale est équilibrée :

$$X.P_x = M.P_m \Rightarrow X = M.P_m / P_x \Rightarrow X = M.t \Rightarrow X / M.t = 1$$

On peut donc écrire :

$$\Delta Bc / \Delta t = P_x \cdot M (\epsilon_X - \epsilon_M - 1)$$

$$\Delta Bc / \Delta t > 0 \Rightarrow (\epsilon_X - \epsilon_M - 1) > 0 \Rightarrow (\epsilon_X - \epsilon_M) > 1$$

Or $\epsilon_M < 0$ car quand t augmente (dévaluation), P_m/P_x augmente et les importations diminuent.

En conclusion, pour que la balance commerciale s'améliore, il faut que $\epsilon_X + \epsilon_M > 1$

(BERNARD G., KAWECKI A., P232-233).

Conclusion

Tout au long de cette étude, nous nous sommes intéressées à un outil de politique économique dont l'objectif premier est de corriger les déséquilibres de la balance commerciale et de la balance de paiement. La dévaluation est en fait, un changement volontaire du taux de change, vers la hausse, destiné à donner un coup de fouet aux exportations, les rendent plus compétitives sur le plan international, et freiner les importations en rendant plus chères. Ce qui devra théoriquement avoir pour effet d'améliorer la balance commerciale des pays d'évaluateurs.

Cependant, la dévaluation, qui peut revêtir plusieurs formes engendre souvent des conséquences néfastes pour l'économie. Ce qui explique la réticence des gouvernements à avoir à ce moyen d'ajustement.

Le travail effectué avait pour finalité de traiter des différents effets qu'entraîne une dévaluation. Nous avons vu dans quelles mesures une dévaluation peut corriger les déséquilibres des échanges d'un pays avec l'extérieure.

Chapitre 3 : La politique de change en Algérie

Introduction

La politique de change Algérienne à été marquer par plusieurs mutations, qui ont été à plusieurs reprises liées principalement à la chute des prix du pétrole, ce qui pousse les autorités gouvernementales à agir en urgence par tous les moyens possible pour répondre à cette situation critique. Leurs réponses est sans doute dans un premier temps va s'orienter directement vers la politique de change ont effectuant les réformes nécessaire, cette politique de change est devenu durant plusieurs années, une véritable victime d'une mauvaise gouvernance.

Le présent chapitre va se porter d'abord, sur l'identification des différentes réformes et mesures prise par les autorités publiques en passant par l'état des lieux de la situation économique du pays pour essayer de renverser la situation. En suite, nous allons aborder les principales mesures qui ont conduit l'économie Algérienne à l'ouverture ont mettant le doigt sur le PAS engager avec le FMI. En fin, nous tenterons d'analyser la problématique de la dévaluation de la monnaie local (DA) ont abordant d'autres solutions comme la réévaluation.

Section 1 : Les réformes et les transformations économiques Algérienne

La période allant de 1980 à 2017 est une phase riche en événements, la scène économique nationale est marquée par diverses situations qui, de par leur intensité, ont obligé les autorités algériennes à revoir leur politique économique en général et celle du commerce extérieur en particulier. La situation de cessation de paiement qui a caractérisé le début de la décennie 1990 est à la base du recours au FMI qui, en contre partie de son aide précieuse, incite les autorités algériennes à accepter certaines conditionnalités, entre autres, la libéralisation du commerce extérieur considérée jusque-là comme le plus grand pas dans la démarche de libéralisation. Ce petit pas vers la nouvelle donne économique mondiale libérale.

1-1 L'évolution de la balance commerciale (1980 - 2017) en Algérie

L'Algérie s'est engagée dès le début des années 1980 dans un vaste programme de réformes véhiculé par la mise en place des deux plans quinquennaux (1980-1984 et 1985-1989). Or l'analyse de la situation dans laquelle évoluait l'économie algérienne durant cette

période n'est pas le seul reflet de ces plans, toute la structure de l'économie reste sensible et tributaire de la situation économique internationale.

1-1-1 Etude de la période allant de 1980 à 1989

Sur le plan national, la période 1980-1989 est marquée par la mise en place des deux plans quinquennaux en poursuivant l'élan du dirigisme centralisé et de l'économie socialiste.

➤ Le premier plan quinquennal 1980 - 1984

Après une durée de deux ans sans plan ni planification, le premier plan quinquennal avait été élaboré sur la base de l'évolution de la période précédente (1967-1977). Le plan répondait beaucoup plus aux besoins sociaux (emploi, éducation, santé...). Ses principaux objectifs peuvent être résumés en :

- La maîtrise des équilibres et la réduction de l'endettement ;
- La réorganisation des entreprises ;
- La rentabilisation du potentiel et la hiérarchisation des priorités de développement ;
- L'achèvement des « restes à réaliser » (RAR).

La plupart de ces objectifs seront concrétisés malgré les difficultés dues à la crise économique mondiale.

➤ Le deuxième plan quinquennal 1985-1989

Les résultats du précédent plan révèlent que la position économique et financière de l'Algérie était plus ou moins satisfaisante. Or, la gestion et le développement de l'économie ont montré des insuffisances du fait que 98% des recettes extérieures provenaient toujours des hydrocarbures. Le deuxième plan est lancé juste avant le contre choc pétrolier de 1986, il vise essentiellement à :

- Accorder une priorité aux secteurs de l'agriculture, de la petite industrie et de l'hydraulique
- Mettre en place des instruments de régulation économique ;
- Prendre en considération le secteur privé et tenter d'attirer le capital étranger ;
- Décentraliser les activités et les responsabilités. Les résultats économiques de cette période sont, encore une fois, mitigés du fait de la structure des exportations qui demeure inchangée.

En d'autres termes, l'économie algérienne reste toujours dépendante et tributaire des marchés pétroliers.

Ces résultats insuffisants sont dus à deux autres événements de dimension mondiale l'un étant la chute brutale des cours des hydrocarbures, et l'autre, la baisse du prix du Dollar. De ce fait, l'économie algérienne se retrouve bouleversée par ces événements.

1-1-2 La situation économique de l'Algérie entre 1990 - 2017

➤ Depuis 1990 jusqu'au 2000

Dès 1990 Le commerce extérieur algérien s'est caractérisé par une évolution très importante, la libéralisation des échanges extérieurs paraît comme l'essentiel des réformes mises en place pour répondre à la nécessité d'adhérer à une économie de marché libre et ouverte dans le contexte de la mondialisation. A cet effet, une politique commerciale est mise en place, s'articulant sur l'objectif de La diversification des exportations à travers l'élargissement de la gamme des produits exportés aux produits agricoles et produits industriels.

Néanmoins, cette mesure est confrontée à des difficultés liées à la concurrence face à laquelle seront confrontées les entreprises nationales. D'un autre coté, la situation de l'Algérie reste troublée, du fait de la crise sociale et sécuritaire qui l'a affectée durant une longue décennie qualifiée de décennie noire. Le secteur économique n'échappa pas non plus à cette crise. Enfin la scène économique algérienne sera marquée par :

- La gestion de la dette extérieure par l'appel au FMI ;
- La gestion de la dette extérieure entre 1994 et 1998 par le PAS;
- Le plan de relance économique 2001- 2004 ;

A la fin des années 1990, l'économie algérienne a connu un climat économique assez satisfaisant qui se concrétise dans des indices macroéconomiques positifs, résultant des différents ajustements et réformes mis en œuvre tout au long de cette décennie.

Nonobstant cette situation, le social reste épargné par ces réformes, taux de chômage élevé, pouvoir d'achat à la baisse, crise sociale...etc. C'est dans cette perspective qu'est mis en place un Programme de soutien à la relance économique (PSRE). S'étalant sur une période de quatre ans (2001- 2004), le plan diffère totalement de la planification des années du socialisme, il n'est qu'un instrument de soutien ou un complément au budget de l'Etat. Il est doté d'une enveloppe d'un peu plus de sept (07) milliards de \$US ,Le deuxième plan de soutien à la croissance économique 2005-2009 D'un montant de 60 milliards de Dollars US,

le second PSCRE s'étale sur une période de cinq années, 2005- 2009. (**Banque d'Algérie, 2003, p 38**).

➤ **Depuis 2000 jusqu'au 2009**

Durant toute la période de 2000 à 2008, qui est marqué par une conjoncture pétrolière favorable, la situation macro-financière était jugée plus que confortable : la dette publique externe avait été ramenée à un niveau planché (près de 1% du PIB), les réserves de change avaient atteint des niveaux historiques (près de 130 milliards de dollars) et la mise en œuvre d'un mécanisme de régulation des revenus pétroliers limitait l'exposition budgétaire. L'Algérie dégageait alors une position externe de créditeur net, conduisant d'ailleurs le FMI à solliciter le pays.

L'économie algérienne en subit les effets indirects depuis le second semestre 2008, par le biais de sa diffusion dans l'économie mondiale, suite a la crise financière qui a touché la plus part des pays puissants, c'est derniers sont des partenaires de l'Algérie dans le cadre de l'exportation des hydrocarbures, ce qui à conduit l'Algérie à être contaminer par cette crise.

En 2009, une baisse brutale du cours du pétrole de 160 à près de 60 Dollars, expose durement ses vulnérabilités structurelles. La baisse du cours du pétrole a entraîné une chute de 46,5% des recettes d'exportations. Ainsi, les importations continuant de croître à un rythme exponentiel. Le Ministère des finances prévoit leur maintien à un niveau élevé à fin 2009 (proche de 40 mds \$), hypothéquant la constitution d'un excédent commercial. Soit près de 4 années d'importation de biens. Les excédents financiers dégagés lors de l'exécution budgétaire sont en partie épargnés au sein du Fonds de Régulation des Recettes (FRR).

Dans une économie pétrolière, la dégradation brutale du solde des échanges extérieurs peut conduire mécaniquement à une crise systémique, la détérioration des termes d'échange affecte d'abord les comptes publics puis par rétroaction la demande domestique fortement dépendante des dépenses publiques. Par ailleurs, les tensions monétaires induites sont susceptibles de peser davantage sur les revenus réels des consommateurs et les capacités d'investissement des opérateurs économiques.

Enfin, compte tenu de la forte demande sociale, le resserrement de la contrainte financière et budgétaire pourrait s'accompagner de fortes tensions sociales.

➤ **Depuis 2010 jusqu'au 2017**

En 2012, l'économie algérienne demeure très fortement dépendante de la rente pétrolière, qui représente la principale source de revenus du pays, sans être parvenue à se diversifier et à mettre en place une industrialisation compétitive au niveau international.

Ainsi, les résultats globaux obtenus en matière des réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie pour la période de l'année 2014 font ressortir un excédent de la balance commerciale de 4,63 milliards de Dollars US, soit une diminution de 53,49% par rapport à celui enregistré durant l'année 2013. Cette tendance s'explique simultanément par une hausse des importations et une baisse des exportations, et bien sûr suite à la chute brutale des prix du pétrole au milieu de l'année.

En 2015, nous avons une récession de 39,91% par rapport à 2014. Les résultats globaux obtenus en matière des réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie pour la période de l'année 2015 font ressortir un déficit de la balance commerciale de 13,71 milliards de Dollars contre un excédent de 4,31 milliards de Dollars durant l'année 2014.

Le déficit commercial de l'Algérie à atteint 17,2 milliards de dollars sur les onze premiers mois de 2016, contre un déficit de 15,39 USD à la même période de 2015, soit une hausse du déficit de 11,76% selon les statistiques officielles des Douanes. Les exportations se sont établies à 25,58 mds USD durant les onze premiers mois 2016 contre 32,06 mds USD sur la même période de 2015, soit un recul de 6,48 mds USD (-20,22%).

Un volume global des importations de 7,75 milliards de Dollars US soit une légère hausse de 0,51% par rapport aux résultats des deux premiers mois de 2016, et un volume globale des exportations de 6,05 milliards de Dollars US en augmentations de 51,67% par rapport aux résultats des deux premiers mois de 2016.

Cela s'est traduit que la balance commerciale reste toujours déficitaire en cours des deux premiers mois de 2017, mais avec une diminution par rapport au deux premiers mois de 2016 suite aux différents efforts consentie par le gouvernement dans le but de sortir de ce déficit qui est un handicap pour l'économie algérienne. Ses efforts constituent principalement par l'Accord conclus par l'Algérie en novembre 2016, avec certains pays producteurs du pétrole qui stipule la remonter du prix du baril suite à une réduction de leur quantité d'offre

sur le marché mondiale, entré en vigueur en janvier 2017 qui a fait basculer le prix de 38 Dollars à 58 Dollars le baril.

1-2 L'ouverture commerciale de l'Algérie

La libéralisation du commerce extérieur et du régime des changes constitue un volet essentiel des réformes structurelles adoptées d'une manière autonome avant 1994, puis dans le cadre d'un programme d'ajustement appuyé par le FMI à partir de cette date. Nous allons nous intéresser aux réformes inhérentes à la libéralisation du commerce extérieur et du régime de change et aux mesures qui ont été prises pour stimuler les exportations, avant de présenter l'impact de ces réformes sur les échanges extérieurs de l'Algérie.

1-2-1 Les réformes des régimes du commerce extérieur

L'Algérie a commencé à libéraliser son commerce extérieur à partir de 1988. La loi 88-29, apporte les premières dérogations au régime du commerce prévalant depuis 1978. Cette loi habilite, dans le cadre de certaines limites, les entreprises privées à importer. Pour les exportations, les entreprises publiques et privées sont mises sur le même pied d'égalité, sauf pour l'exportation de produits faisant l'objet d'un statut réglementaire particulier.

La même année, les autorisations d'importation ont été remplacées par des budgets-devises en une procédure qui consiste à allouer aux entreprises un montant de devises qu'elles pourraient affecter à leur gré. En 1990, la loi sur la monnaie et le crédit et la loi de finance complémentaire ont autorisé l'établissement d'un réseau de concessionnaires et de grossistes nationaux et étrangers. Cette mesure a été élargie par la suite pour autoriser toute personne physique ou morale inscrite au registre de commerce algérien à importer des biens pour les revendre à titre de grossiste.

Quelques restrictions ont subsisté, comme par exemple l'obligation faite aux importateurs d'effectuer leurs transactions par l'intermédiaire d'une banque, qui les aiderait à trouver des crédits à des conditions favorables, et les restrictions au commerce de quelques produits (les produits de large consommation ont continué à faire l'objet de contrôles administratifs).

La tendance à la baisse du prix du baril de pétrole et le retour des déséquilibres financiers ont conduit, en 1992, les autorités algériennes à renforcer les restrictions sur les

échanges internationaux (obligation faite aux importateurs d'obtenir des crédits fournisseurs de 18 et 36 mois, obligation d'approbation des transactions dépassant 10 000 Dollars, et élargissement de l'éventail des produits prohibés à l'importation).

En 1994, Avec la signature d'un accord avec le FMI, dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'ajustement structurel (PAS), l'Algérie dut démanteler, progressivement, les dernières restrictions aux échanges extérieurs (obligation faite aux importateurs de financer par leurs propres ressources en devises, leurs importations de certains biens de consommation, restrictions à l'importation de matériel industriel et professionnel d'occasion, imposition d'une échéance minimale pour les crédits à l'importation...).

La refonte du cadre réglementaire du commerce extérieur en vue d'une plus grande flexibilité dans les échanges a été accompagnée par une refonte du système tarifaire (entamée en 1992). Les droits de douane à l'importation ont été simplifiés et revus à la baisse, à un niveau moyen ne dépassant pas les 25 % (23,90 % en 2000). Certaines marchandises sont encore lourdement taxées (45 %) tandis que d'autres n'acquittent que de faibles droits (5 ou 15 %). L'interdiction à l'importation ne frappe que quelques produits pour diverses raisons (religion, santé ou raisons sociales). Les exonérations de droits de douane (à moins d'être obtenues dans le cadre de facilitation pour l'investissement) sont rares (104 positions tarifaires sur un total de 5 912 positions en 2000).

Quand aux exportations, les restrictions à l'encontre de certains biens ont été levées et sauf pour les biens ayant une valeur historique ou archéologique, elles sont vivement encouragées. (NASHASHIBI K., 1998, P 85-87), (BENISSAD H., 1991, P 34-52).

En 2009, des mesures prises dans le cadre de la Loi de finances complémentaire (LFC) introduisant de fortes restrictions aux importations, à l'investissement étranger et au crédit à la consommation, pourraient marquer le début d'une nouvelle phase.

Une première série de mesures vise à réguler l'activité des opérateurs étrangers et promouvoir la formation d'un capital productif domestique, la seconde s'attache à l'assainissement et la moralisation des pratiques du commerce extérieur en améliorant la traçabilité de la transaction et prévenant les pratiques frauduleuses. Enfin, d'autres mesures ciblent la réorientation des transactions de crédit bancaire à travers la suppression du crédit à

la consommation et l'encouragement du crédit immobilier et de crée les conditions favorables au développement d'une industrie automobile locale.

Ce dispositif réglementaire vise à restaurer un contrôle à trois niveaux : celui de l'accès du marché algérien à des opérateurs étrangers, celui de l'entrée de produits importés sur le marché domestique et celui du financement de ces importations. Il cible la protection des intérêts économiques nationaux.

Depuis un certain temps déjà, une série de faits laissait percevoir que le consensus sur la stratégie d'ouverture n'était pas acquis et que cette option pourrait ne pas être irréversible, amendements en 2007 à la loi sur les hydrocarbures de 2005, retour à une stratégie industrielle, blocage des négociations avec l'OMC, enlisement du processus de privatisation. Cependant il n'y avait pas de remise en cause clairement assumée des choix en matière d'ouverture et de libéralisation. L'Algérie donnait seulement l'impression de traîner les pieds, de freiner le processus et d'en reculer les échéances.

On peut dès lors se demander si les mesures de la LFC 2009 participent d'une simple adaptation au contexte international de crise ou si elles expriment des changements plus profonds en matière d'orientation économique. Ainsi la stratégie industrielle, élaborée et mise en œuvre par le ministère de l'industrie à partir de 2007, n'a pas été officiellement adoptée par le gouvernement.

1-2-2-L'ajustement structurel et l'ouverture contrainte (1994-1998)

Cette période débute lorsque l'Algérie, en situation de quasi-cessation de paiements, accepte les termes d'un Plan d'ajustement structurel (PAS) signé en avril 1994. La mise en œuvre du plan demeure partielle et sélective en raison du contexte politique et sécuritaire. L'Algérie obtient à ce titre un ensemble de mesures dérogatoires. Le PAS s'articule autour de quatre grands objectifs :

- favoriser une forte croissance économique ;
- assurer une convergence rapide de l'inflation vers les taux en vigueur dans les pays industrialisés ;
- atténuer les retombées transitoires de l'ajustement structurel sur les couches les plus défavorisées de la population ;

- rétablir la viabilité de la position extérieure tout en constituant des réserves de change suffisantes.

Ainsi, l'Algérie est amenée, en 1996, à réactiver le dossier de l'accession à la nouvelle Organisation mondiale du commerce créée l'année précédente, cette création comporte deux innovations majeures dont les conséquences ont été sous-estimées par les décideurs algériens de l'époque. La première concerne l'engagement unique qui amplifie la contrainte adaptative au nouveau régime commercial multilatéral. La seconde est l'obligation de réciprocité des traitements douaniers privilégiés.

Les pays en développement dont l'Algérie, qui bénéficiaient d'une franchise douanière pour leurs exportations vers les pays industrialisés depuis les années 1970 doivent désormais accepter la création de zones de libre-échange pour pouvoir continuer à bénéficier de cet avantage. Cela conduit les autorités algériennes à ouvrir des négociations avec l'Union européenne dans le cadre du processus de Barcelone (1995) dont l'objectif est d'aboutir à une zone de libre-échange (2012) au travers de l'accord d'association signé en 2002.

L'ouverture s'apparente désormais à une contrainte imposée par les institutions internationales (UE, FMI, OMC), ce que certaines franges du système instrumentalisent en usant du référent nationaliste pour dénoncer des pertes d'autonomie économique et réglementaire. **(BELHIMER A., 1998, P 86)**

1-3 La recherche d'une maîtrise de l'ouverture (Depuis 1999)

La troisième période caractéristique de la politique d'ouverture, débute au moment où commence un nouveau cycle politique avec l'élection d'Abdelaziz Bouteflika à la présidentielle d'avril 1999. Elle s'ouvre avec la fin du programme d'ajustement structurel (mai 1998) et le retour aux équilibres macroéconomiques et financiers contribuant à orienter l'agenda post-ajustement vers l'amélioration des déterminants structurels de l'insertion internationale.

Cela se produit alors que le contexte intellectuel se transforme du fait de la contestation sans cesse croissante depuis 2000 du paradigme du libre-échange. La nouvelle équipe dirigeante, outre qu'elle est porteuse d'un volontarisme économique, y trouve une base pour dénoncer l'ouverture.

Ce nouveau contexte intellectuel (domestique et systémique) coïncide avec une amélioration du contexte macroéconomique liée directement à l'accroissement des prix des hydrocarbures à partir du second semestre 1999. Le pays passant d'une situation de déficit de ressources financières (1986-1996) à une situation d'excédents (à partir de 2002), de nouvelles marges de manœuvre s'offrent aux dirigeants. Ceux-ci vont mettre en œuvre un ambitieux programme économique tiré par la dépense publique.

L'amélioration de la compétitivité structurelle du pays, qui suppose, dans la logique du décideur public, l'approfondissement de l'intégration internationale par l'ouverture aux capitaux productifs étrangers et la convergence institutionnelle vis-à-vis des partenaires, européens en particulier, devient prioritaire. Cette extension de la norme d'ouverture donnera lieu à une relance des négociations des accords internationaux, la signature de l'accord d'association avec l'UE (entré en vigueur en 2005) et l'adhésion à la Grande zone arabe de libre-échange (engagée en 2004 et entrée en vigueur en 2009).

Mais, en parallèle, une position critique vis-à-vis de l'ouverture s'amplifie, facilitée en cela par la situation d'aisance financière du pays et par la faiblesse des gains après plus d'une décennie. Ce discours, auquel s'ajoutent ceux, critiques, du Président vis-à-vis des investisseurs étrangers (jeu des intérêts d'acteurs), émerge dans le sillage de la crise financière de 2007 (contexte macroéconomique) et du changement de gouvernement (juin 2008).

Un consensus au sein de l'appareil étatique prend forme, s'appuyant sur le triple constat :

- Une faible diversification des exportations ;
- Un accroissement de 30 % des importations entre 2006 et 2008,
- La quasi-absence d'IDE hors hydrocarbures, bien que l'Algérie ait ratifié 83 accords internationaux incitatifs à l'IDE dont 46 traités bilatéraux et 6 accords internationaux d'investissement (UNCTAD, 2011), ce qui relativise la thèse du manque d'incitations institutionnelles comme explication de la faible attractivité du pays.

A cela s'ajoute une remise en cause des principaux processus d'ouverture dans lesquels l'Algérie est engagée et l'annonce par les autorités algériennes. Début mars 2010, de la non-ratification de tout nouvel accord de libre-échange tant que le dossier OMC ne sera pas clos. Ce renoncement aux effets transformationnels de l'ouverture s'explique par l'amélioration du contexte macroéconomique sur laquelle se greffe l'évolution de la configuration des acteurs.

Ainsi, l'économie politique de l'ouverture illustre la façon dont la coalition dominante reconfigure le champ politico-social en vue de maintenir son contrôle sur les dispositifs économiques d'exercice du pouvoir. Ce type de comportement explique selon lequel l'ouverture extérieure n'a pas modifié les modalités dominantes de l'insertion internationale et n'a pas produit de diversification productive, ou le constat de réformes incomplètes et inachevées.

Les comportements d'adaptation des composantes du SNEP ne suivent pas une logique productive permettant l'émergence de groupes socio-économiques industrialistes. Au contraire, on assiste au développement de nouveaux réseaux dont l'objectif prioritaire est d'obtenir un accès privilégié aux ressources financières dont dispose la coalition dominante, expliquant de ce fait l'absence d'évolution de la structure des importations marquées par la prédominance des biens de consommation alimentaires (24,77 %) et non alimentaires (18,36 %).

Section 2 : L'évolution de la politique de change en Algérie

La politique de change de l'Algérie a été marquée depuis l'indépendance, par une série de réformes et de restructuration engendrée par l'effondrement de l'économie nationale et par les améliorations qu'a connu le FMI. Ainsi pour bien illustrer cette évolution, nous allons présenter les politiques de change au sein des différents régimes adoptés depuis 1962 à ce jour.

2-1 Les régimes de change en Algérie

La politique de gestion de taux de change en Algérie a basculé dans un premier temps. D'un taux de change fixe par rapport au Franc français, et depuis 1974 panier de monnaies des Principaux partenaires commerciaux du pays. En octobre 1994, l'Algérie a abandonné la Parité fixe pour laisser flotter le dinar, alors un régime de flottement dirigé a été mis en place.

2-1-1 Le régime du taux de change fixe (1962- 1994)

Après son indépendance en 1962, l'Algérie est devenue membre de fonds monétaire Internationale (FMI) en 26 septembre 1963. En quête de son autonomie monétaire l'Algérie qui appartenait à la zone Franc, institue le Dinar algérien par la loi n° 64-111 du 10 Avril

1964. Il Est côté alors à raison de 1 Dinar pour 1Franc français, et la valeur du Dinar est définie par 180 milligrammes d'or fin. Ainsi, L'Algérie avait choisi le non convertibilité de sa monnaie. **(BENYOUSSE F., 2006, p 112)**

Mais avec l'effondrement du système de Bretton Woods et les conséquences auxquelles ils à donnés lieu à savoir le flottement généralisé des monnaies et la démonétisation de l'or, ce qui a poussé l'Algérie à revoir sa politique de change en 1973. À partir de 1974, le taux de Change du Dinar algérien a été rattaché à un panier de monnaie Constitué d'un panier de 14 devises¹. Ces monnaies sont d'ailleurs choisies à la fois en fonction de leur degré D'utilisation dans nos transactions commerciales et financières internationales.

L'avantage de cette technique de détermination de taux de change de Dinar est qu'elle permet ainsi d'amortir les chocs des fluctuations de change à travers les parités des différentes monnaies composant le panier, du fait que certaines d'entre elles ont plutôt tendance à évoluer à la hausse, alors que les autres évoluent plus à la baisse Donc cela permet un meilleur contrôle sur l'équilibre du taux de change du Dinar.**(Fonds Monétaire International, 2006, p.82).**

En 1986, l'économie algérienne à subi un choc pétrolier inverse, dont les conséquences une chute radicale des recettes d'exportation, ce qui à poussé les autorités publics de multiplier les limitations à l'importation (renforcement des contrôle des change).Toutefois, ces restrictions n'offre pas la possibilité de satisfaire les besoins des résidents en matière des devises étrangères sur le marché officiel de change, ce qui provoqués l'émergence du phénomène des marchés parallèles des changes.

Pour faire face à ce choc pétrolier, la Banque d'Algérie à adopté une politique de taux de change active. De 1986 à 1988, le Dinar Algérien s'est Déprécié de 31 % par rapport à son panier de monnaies. Entre 1989 et 1991, On a laissé le Dinar Algérien se déprécier de plus de 200 % en termes nominaux pour pallier la détérioration des termes de l'échange enregistrée au cours de cette période. En 1991, dans une tentative de réajustement des prix intérieurs

¹**14 devise sont** : le Dollar Américain :USD, le schilling Australien :ATS, le Franc Français :FRF, le Franc Belge :BEF, la Couronne Danoise :DKK, la Couronne Norvégienne :NOK, la Couronne Suédoise :SEK, le Deutsche Mark: DEM, la Lire Italienne :ITL, le Florin des Pays Bas :NLG, la Livre Sterling :GBP , la Peseta Espagnole :SPP, le Franc Suisse : CHF et le Dollar Canadien.

- relatif, le Dinar Algérien à été dévalué d'environ 100% pour chiffrer une valeur de 22 Dinars pour 1 Dollar Américain. (<https://www.asjp.cerist.dz>)

Entre octobre 1991 et la fin de 1993, Le Dinar Algérien s'est apprécié de 50 % en termes réels, suite aux chocs défavorables des termes de l'échange et de politiques budgétaires et monétaire expansionnistes qui se sont traduits par un taux d'inflation constamment supérieur à celui des partenaires commerciaux de l'Algérie. Ainsi l'écart entre le marché officiel et le marché parallèle s'est encore creusé. Au cours de la période 1991–1994, le taux moyen de dépréciation nominale annuelle a été de 4 %, ce qui a porté la valeur du Dinar Algérien à environ 24 Dinars par Dollar sur les marchés officiels de change. Cette relative stabilité du taux nominal ne correspondait pas aux fondamentaux de l'économie.⁴

Ainsi, durant l'année 1994, suite à la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel(PAS) appuyé par le FMI (1994-1998), le Dinar à subi deux dévaluations successives importantes entre avril et septembre 1994 de 70 % au total. L'objectif de la dévaluation et de corriger l'appréciation réelle précédente du Dinar Algérien et de réduire l'écart entre le taux du marché parallèle et le taux officiel. Le système fixe à été supprimé en septembre 1995 à été remplacé par le marché interbancaire du change. (BEGGA ET MERGHIT, N° 8/2012)

2-1-2- Le passage au régime de change flottant (Depuis octobre 1994)

Pour redresser l'économie Algérienne et corriger toutes les déséquilibres constatés pendant le socialisme, les autorités ont été obligées d'engager des réformes économiques sous la supervision du FMI. Une partie du programme de réforme était, comme dans d'autres expériences similaires, l'abandon de taux de change fixe et le mouvement vers un taux de change déterminé par le marché.

Cependant, depuis octobre 1994, la fixation du cours du Dinar est en principe laissée au marché des changes (flottement dirigé). Ce mouvement vers la flexibilité des changes en Algérie impose aux autorités de satisfaire aux conditions préalables d'un régime de flottement, tel que la création d'un marché interbancaire des changes, la mise en œuvre de la convertibilité courante de Dinar. Ainsi, que développement des mécanismes de gestion de risque de change pour faire face à la volatilité potentielle de taux de change de Dinar contre les autres devises étrangères. (BEGGA ET MERGHIT, N° 8/2012)

➤ **La création de marché interbancaire de change**

Le marché interbancaire des changes à été établi en 1996, par l'intermédiaire du règlement No.95/08 du 23décembre1995 relatif au marché interbancaire, pour permettre une libre détermination du taux de change. Le marché interbancaire des changes regroupe la Banque d'Algérie en tant que membre offreur de devises, les banques commerciales, les établissements financiers et les intermédiaires agréent en tant que demandeurs de devises. **(Banque d'Algérie, 2001)**

Sur ce marché sont traitées toutes les opérations de changes (vente et achat) entre la monnaie nationale et les monnaies étrangères librement convertibles, constituant ainsi le lieu de détermination des cours de change par la confrontation de l'offre et de la demande. Ce marché comprend deux compartiments à savoir le marché interbancaire de change au comptant (spot market), et le marché à terme (forward market). **(INSTRUCTION, No.79/95)**

➤ **Le marché parallèle des changes en Algérie**

Le marché parallèle des devises appelé communément « marché noir » est relativement assez ancien en Algérie. L'apparition du marché parallèle répond d'ordinaire aux restrictions limitant les échanges et les mouvements des capitaux. Il s'est développé à l'ombre de la gestion administrée du taux de change et de la régulation de l'économie nationale par la planification centralisée.

En Algérie, les restrictions exercées sur le marché de change ont donné naissance à un marché parallèle où le cours de change sur ce marché, est très marginal par ailleurs, il est fortement dévalué par rapport au cours officiel par rapport aux deux principales devises (Dollar et Euro). **(HENNI A., 1991)**

➤ **La mise en œuvre de la convertibilité courante du Dinar**

Le processus de convertibilité du Dinar pour les transactions extérieures courantes a été évolué parallèlement à la libéralisation du commerce extérieur et des paiements courants engagés au début des années 1990. La première étape de la convertibilité commerciale du Dinar entamée dès 1991, a été véritablement mise en œuvre en 1994, car la libéralisation des paiements au titre des importations a été effective dès cette année. La seconde étape dans le

processus de convertibilité courante du Dinar à été entamée en juin 1995, avec l'autorisation des dépenses de santé et d'éducation. Ces dépenses dites "transactions courantes invisibles" sont autorisées sur pièces justificatives et dans la limite de montants annuels. Ensuite, les dépenses pour voyage à l'étranger des nationaux, quant à elles ont été autorisées en août 1997.

Ce droit de change à complété le processus de convertibilité du Dinar au titre des transactions extérieures courantes, qui est effectif depuis le 15 septembre 1997. Ce qui a permis à l'Algérie, en tant que pays membre du Fonds Monétaire International depuis septembre 1963, d'adopter en septembre 1997 les dispositions des statuts du Fonds Monétaire International. (**Banque d'Algérie, Mars 2001**).

En 2007, le cadre législatif de convertibilité courante en Algérie à été renforcé par le règlement n° 07-01 du 03 février 2007, relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger. En vertu de ce règlement la convertibilité touche toutes les opérations courantes de la balance des paiements (biens, services tous facteurs Confondus, et les transferts sans contrepartie). (**BEGGA ET MERGHIT, N° 8/2012**).

2-2 Le contrôle de change en Algérie

Le contrôle des changes est toujours en vigueur en Algérie bien qu'il soit allégé de façon importante grâce au processus des réformes économiques et à la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel. La libéralisation du commerce extérieur et celle des capitaux sont accompagnées de la convertibilité du Dinar sur les opérations courantes. Aussi, la mise en place par la Banque d'Algérie d'un marché des changes interbancaire pour la fixation du taux de change constitue incontestablement une avancée certaine dans le sens de l'instauration des mécanismes de l'économie de marché dans le pays.

Le nouveau dispositif en matière de change, même s'il se caractérise par une plus grande libéralisation, n'a pu venir à bout du marché informel des devises. Celui-ci est en effet omniprésent en Algérie. Non seulement sa présence ne fut pas menacée par les nouvelles mesures relatives au change, mais surtout il s'est renforcé par la politique d'ouverture engagée par les pouvoirs publics.

Le nouveau processus relatif au contrôle des changes accorde plus de souplesse aux opérateurs économiques et aux citoyens contrairement à la période de planification centralisée. Le règlement n° 95-07 du 23 décembre 1995 et le dernier règlement n° 07-01 du 03 février

2007 promulgués par la Banque d'Algérie donnent effectivement la possibilité aux intermédiaires agréés (banques et institutions financières) de traiter des opérations en devises pour leur compte ou pour celui de leur clientèle. Par ailleurs, tout résident en Algérie est autorisé à acquérir et détenir des devises librement convertibles.

De même que les voyageurs entrant en Algérie ou sortant sont autorisés à importer ou à exporter des billets de banque étrangers à la condition de faire une déclaration en douanes. Enfin, toute personne physique ou morale résidente ou non résidente, peut ouvrir un ou plusieurs comptes devises à vue et ou à terme auprès des intermédiaires agréés.

Le règlement n° 07-01 précise dans son article 29 que toute opération d'importation ou d'exportation de biens et services est soumise à l'obligation de domiciliation, dont elle constitue un préalable à tout transfert rapatriement de fonds avec l'étranger. Cependant, les entreprises exportatrices hors secteur des hydrocarbures, sous réserve de domiciliation bancaire évidemment, bénéficient d'une rétrocession de 50% des recettes en devises.

Les travailleurs étrangers en Algérie ont aussi la possibilité de transférer une partie de leurs salaires conformément aux modalités fixées par la Banque d'Algérie. Les investissements étrangers effectués à partir d'apports en devises, bénéficient du transfert des bénéfices nets en devises vers le pays d'origine. (Bien qu'elles soient prévues, les opérations à terme sur devises ne sont pas encore effectives.)

2-3 La loi sur la monnaie et le crédit

La libéralisation du secteur bancaire est intervenue avec la promulgation de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit. Les premiers signes de concurrence ont émergé, depuis la fin des années 1990, avec l'entrée dans ce secteur de banques et établissements financiers privés (nationaux et étrangers). Cette ouverture arrangée à l'important renforcement patrimonial des banques publiques, ont constitué un fort potentiel d'amélioration de l'intermédiation bancaire.

Afin que cette intermédiation soit forte et efficace, le Conseil de la Monnaie et du Crédit et la Banque d'Algérie ont, par un arrangement réglementaire, conforté les conditions d'exercice de l'activité et du rapport bancaire, pendant que la Banque d'Algérie et la Commission Bancaire exerçaient une supervision bancaire, conforme aux normes et principes

universels, de plus en plus rigoureuse. En particulier, les 25 principes du Comité de Bale Pour un contrôle efficace ont connu une mise en œuvre soutenue.

De plus, l'année 2003 a vu la promulgation de l'Ordonnance n°03/11 du 26 Août 2003 relative à la monnaie et au crédit qui, tout en maintenant la libéralisation du secteur bancaire, renforce les conditions d'installation et de contrôle des banques et établissements financiers.

De son côté, la Banque d'Algérie a mis en place des mécanismes plus affinés de surveillance, de veille et d'alerte. **(CHRISTIAN D., FANNY M)**

Dans le cadre de cette loi, la Banque d'Algérie a pour mission de créer, à travers les politiques monétaires et de change, les conditions les plus favorables au développement de l'économie nationale et de veiller à la stabilité interne et externe de la monnaie. Elle peut être amenée à proposer au gouvernement toute mesure susceptible d'exercer une action favorable sur la balance des paiements, le mouvement des prix et la situation des finances publiques. En outre, elle est chargée de définir les modalités régissant les opérations de crédit avec l'extérieur ainsi que le contrôle et le suivi des engagements envers l'étranger.

Section 3 : La dévaluation et la réévaluation de Dinar algérienne, quelle solution ?

Plusieurs opinions publiques et privées sont débattues autour de la problématique de la dévaluation de Dinar, chaque opinion a ses propres arguments et ses motivations mais pour les faire entendre par l'Etat c'est loin de l'être. Nous essayerons à travers cette section d'exposer les motivations, les limites de chacune de ces problématiques et leurs efficacité sur l'économie algérienne.

3-1 La dévaluation de Dinar est-elle efficace ?

L'économie algérienne est fortement dépendante des recettes des hydrocarbures. En effet, les prix élevés de ces hydrocarbures provoquent une forte croissance économique. D'après la crise de 1986, une chute brutale du prix de pétrole de 40 %, et avec la dépréciation du Dollar puisque la valeur du dinar est fixée selon l'évolution du panier des 14 monnaies, le Dollar détient le plus grand coefficient.

La balance commerciale se trouve en situation déficitaire car les exportations ont baissé de 55,5% en valeur en 1984-1987. A leur suite, les importations qui ont baissé également de 54%, d'un seul coup toute l'économie algérienne est paralysée. A fin de faire

face a cette crise au niveau de l'économie nationale qui est en situation tragique qui impacte négativement sa trésorerie et ses indicateurs micro et macro économiques et accentue déjà le déficit de la balance des paiements et celui du budget. L'Algérie doit apporter des résultats positifs et un état des lieux de sa balance commerciale favorable et excédentaire qui risque de s'effondre progressivement, ont mis en place une politique de change adéquate et dévalué la monnaie nationale à l'égard des autres monnaies étrangères pour atténuer son choc et surpasser cette crise qui entraîne de gagner plus de terrain.

En 1994, Avec la cessation de paiements et suite au rééchelonnement de la dette et aux conditionnalités imposées par le FMI, il y a eu une nouvelle énorme dévaluation de plus de 40% par rapport au Dollar américain suivi dès 1995/1996, d'une convertibilité commerciale de la monnaie algérienne. (**Evolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005**)

3-1-1- Les limites de la dévaluation en Algérie

L'Algérie a opté pour la politique de dévaluation, afin de profiter de ses effets, sert à la baisse des importations on encourage les exportations par la stimulation de la production nationale.

L'Algérie a fixé son but principal qui se situe au premier rang autour des importations, donc d'essayer le maximum possible de freiner ces importations, mais est ce possible puisque elle risque de provoquer une révolte sociale et d'entraîner la fermeture des entreprises existantes où le tissu industriel est en déclin (moins de 5% du PIB) exportant 98% en hydrocarbures et important 70/80% des besoins des ménages et des entreprises publiques et privées dont le taux d'intégration ne dépasse pas 15%.

En effet, l'Algérie est dominée par les exportations des hydrocarbures avec la chute des prix, la balance commerciale reste toujours déficitaire puisque les importations qui ne cessent pas d'augmenter, et ce qui ne doit pas être lorsqu'il s'agit de la dévaluation d'une monnaie.

L'inflation étant la résultante, cela renforce la défiance vis-à-vis du Dinar Algérien où le cours officiel administré se trouve déconnecté par rapport au cours du marché parallèle qui traduit le cours du marché. Pour se prémunir contre l'inflation, et donc de la détérioration du Dinar Algérien, l'Algérien ne place pas seulement ses actifs dans le foncier, l'immobilier ou l'or, mais une partie de l'épargne est placée dans les devises.

Cependant, l'économie algérien joue alors sur les subventions, ont subventionnant un grand nombre de produits de première nécessité, puisque dans le cas contraire le taux d'inflation officiel dépasserait les 10/15% mais avec une très profonde injustice sociale, celui qui gagne le SNMG au chef d'entreprise national ou étranger, bénéficient des prix subventionnés, n'existant pas de système ciblé de subventions.

Autres, les investisseurs tant étrangers que locaux se méfient d'une monnaie stable administrée faible qui fluctue continuellement faussant toutes leurs prévisions et les poussant non vers les secteurs productifs mais vers la sphère marchande. La valeur de la monnaie dépend de la confiance en le devenir de l'économie et du politique, de la production et de la productivité. La solution réside en une nouvelle gouvernance, de nouveaux mécanismes de régulation, qui conditionnent la dynamisation de la production locale dans des segments à valeur ajoutée au sein de filières internationalisées.

C'est que l'Algérie est en transition depuis 1986, ni une économie de marché, ni une économie administrée expliquant les difficultés de régulation politique, sociale, économique et financière et par là, la transition d'une économie de rente pétrolière à une économie hors hydrocarbures, fonction elle-même de la transition énergétique, dans le cadre des avantages comparatifs mondiaux.

Donc malgré toutes les mesures pris par l'état algérien dans le cadre de cette dévaluation, afin d'améliorer l'économie et de veiller sur l'équilibre interne et externe, la situation reste bouleversé et qui confirme la faiblesse de notre économie.

Il est indispensable de signaler que les conditions pour améliorer la cotation du Dinar, les taxes douanières et les subventions étant transitoires avec un cahier des charges précises pour les bénéficiaires de cette rente. Dans ce contexte, l'efficacité de politique de change actuelle et remise en questions, notamment la parité de Dinar qui est aujourd'hui trop faible pour permettre de relancer la production nationale. La question qui se pose la réévaluation de Dinar peut réaliser se que la dévaluation n'a pas pu réaliser. **(KHALED C., 2007, P 34 - 42), (Le Matin d'Algérie, 13/10/2013).**

3-2 : Faut-il réévaluer le Dinar Algérien ?

Le Dinar Algérien reste toujours faible par rapport à d'autres monnaies étrangères malgré les indicateurs interne et externe qui permettent sa réévaluation. Face à cette situation le FMI recommande à la Banque d'Algérie de réévaluer le Dinar afin d'améliorer sa situation économique, mais la BA refuse cette situation car elle soutient la TCER de Dinar et proche de son niveau d'équilibre, et que sa réévaluation accentue les niveaux des importations.

3-2-1 Les arguments du Fonds Monétaire International

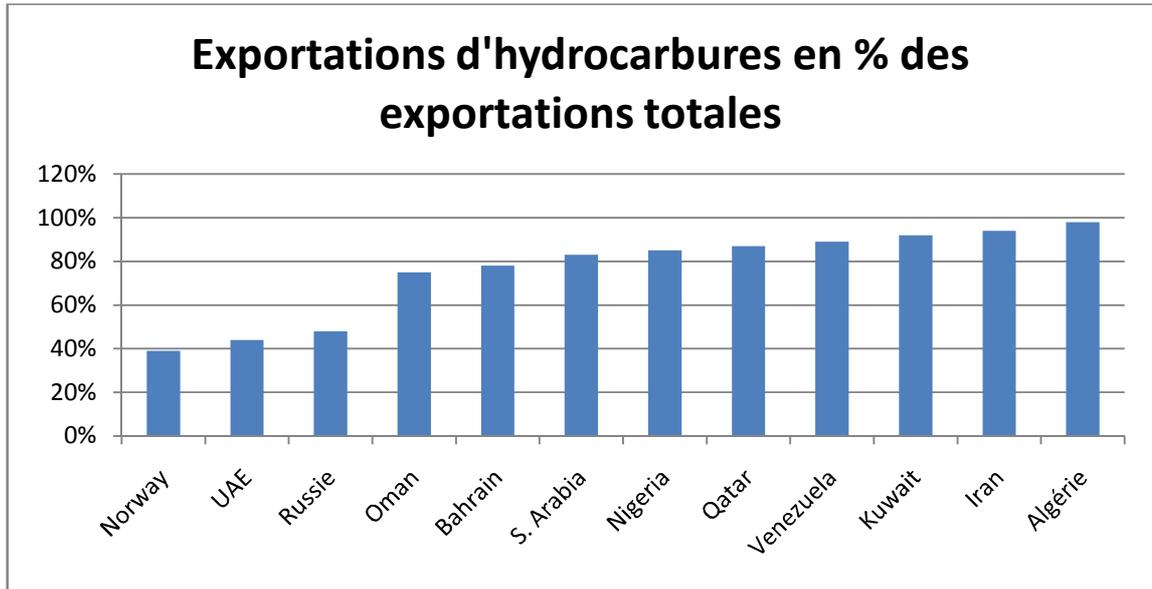
Le FMI estime quant à lui que la valeur du Dinar (cent Dinars pour un Euro) est loin de refléter l'aisance financière du pays. «Pour cette institution internationale. L'Algérie, devrait donc surévaluer sa monnaie à l'égard des sommes colossales générées par la rente pétrolière ».

Les arguments de dynamisation des exportations et de compétitivité hors hydrocarbures du gouvernement algérien ne tiennent pas la route face à la situation qu'a vécu l'économie algérienne car avec un Euro à 100 Dinars, il a été impossible de dynamiser les exportations hors hydrocarbures et ce depuis longtemps. Pour preuve, les exportations hors hydrocarbures ne représentent que 2 % des ventes algériennes entre 2000/2007.

Le blocage est ailleurs, selon le FMI et la Banque Mondiale, il existe en Algérie, une relative aisance financière mais une stagnation relative de la croissance tirée essentiellement par les dépenses publiques, du fait de la faiblesse des entrepreneurs privés soumis à de nombreux obstacles (bureaucratie, corruption, système financier, foncier et...).

D'après ce graphique qui présente une très faible diversification des exportations de l'Algérie hors hydrocarbure.

Figure N°2: Les exportations hydrocarbures dans les exportations globales



Source : Fond Monétaire International « l'Algérie rapport des services du FMI au pour les consultations 2008 au titre de l'article IV », rapport sur l'économie nationale n° 09/108, April, 2009, p7.

D'une manière générale, cette situation est imputable à la faiblesse des réformes de secondes générations, bien que l'Algérie ait réussi relativement la stabilisation macroéconomique mais éphémère sans les réformes institutionnelles et microéconomiques.

Aussi, la réévaluation du Dinar est susceptible de contribuer à mieux adapter l'Algérie aux mutations mondiales, de dynamiser l'investissement locale et d'attirer les investissements étrangers à valeur ajoutée, donc c'est aussi un facteur de création d'emplois et de croissance (les biens d'équipement et les matières premières importés coûteront moins cher). Par ailleurs, elle permettrait d'améliorer le niveau de vie des Algériens. En effet, le FMI insiste que l'Algérie réévalue la monnaie nationale (Dinar) et la conséquence qui devrait s'ensuivre l'intégralité de la convertibilité du Dinar.

3-2-2- Les arguments de la Banque d'Algérie

La Banque d'Algérie tient à montrer au FMI que la réévaluation de Dinar n'est qu'une solution et d'après ces arguments présentés il s'avère qu'elle défend son point de vue. Selon elle, la cotation actuelle selon le gouvernement garantit la stabilité du taux de change et

permet aux nationaux et étrangers par la réduction des incertitudes en matière de prix d'encourager les exportations par le confortement de la compétitivité externe.

Par ailleurs, l'Algérie justifie que 98 % de sa production proviennent des ressources éphémères et la réévaluation du Dinar aurait comme conséquence directe vers l'explosion des importations. On ne peut envisager la réévaluation du Dinar que s'il y a une production hors hydrocarbures importante.

Aussi, par la voie de la Banque d'Algérie et pour le gouvernement algérien «le taux de change effectif réel du Dinar est proche de son niveau d'équilibre et que la politique de change de l'Algérie à pour objectif, depuis la seconde moitié des années 1990, la stabilisation des taux de change effectif réel à long terme du Dinar. Le risque donc selon le gouvernement est un transfert massif de capitaux d'autant plus qu'au niveau du marché parallèle actuellement le Dinar est échangé avec un taux de 120 Dinars pour un Euro.

Une réévaluation du Dinar, outre la hausse du coût salarial reconverti en devises fortes, aurait immédiatement une conséquence économique avec des incidences sociales et politiques du fait du fondement du système rentier .75% des recettes fiscales provenant des hydrocarbures libellés en Dollars au niveau international mais reconverti en Dinars au niveau du marché intérieur, une réévaluation par exemple de 30% entraînerait une diminution de la même proportion creusant le déficit public et doivent forcément entraîner une rationalisation des dépenses publiques alors qu'il existe une dominance des emplois rentiers via une distribution passive de la rente pour assurer une paix sociale certes transitoire.

D'autant plus que l'Algérie étant liée à l'Accord pour une zone de libre- échange avec l'Europe applicable depuis le 1er septembre 2005, allant vers un dégrèvement tarifaire zéro, il ne lui sera pas possible d'augmenter les taxes douanières.

En conclusion, les arguments de la Banque d'Algérie relatifs au maintien de sa politique de change ne sauraient concorder qu'avec la logique du Fonds Monétaire International. **(Nouvelle république Alger).**

Conclusion

Le cas algérien illustre plus que jamais que l'échange international est facteur de changement structurel et institutionnel à condition qu'il soit le prolongement d'une dynamique économique domestique. De la sorte, ce sont les politiques nationales qui constituent les variables clés pour la croissance et le développement, et non les mesures de libéralisation de l'échange international.

Reste toutefois posée la double question de la faisabilité d'une réforme d'un régime rentier d'accumulation en économie ouverte et, dans une perspective plus normative, de la nature des arrangements institutionnels à mettre en place, d'une part, pour que l'ouverture produise pleinement ses effets transformationnels productifs et, d'autre part, pour que le conflit distributif qui lui est associé soit atténué.

Introduction

L'objectif de ce chapitre est de tenter de rassembler des éléments d'analyse qui nous permettront de répondre au questionnement posé au début du présent travail de mémoire.

Rappelons l'intitulé de notre thème l'impact de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises algériennes : Cas de la Wilaya de Bejaia.

Ce présent chapitre est réparti en deux sections, la première traitera la méthode utilisée dans le processus du déroulement de l'enquête, et dans la deuxième sera consacré à la présentation des résultats ainsi leurs analyses.

Section 01 : Présentation de l'échantillon et de la méthode d'enquête

1-1 : Présentation de l'échantillon

Nous avons voulu, initialement, soumettre à l'étude un nombre important de la population des PME de la wilaya de Bejaïa, que nous avons identifiées au nombre de 35 entreprises. mais les contraintes de temps et le refus de certaines entreprises de répondre à nos questionnaires nous ont obligées de se limiter à un échantillon composé de 27 entreprises importatrices.

Plus exactement, notre échantillon est composé de PME implantées dans les zones enquêtées (Bejaïa, Akbou) ;

Le choix des entreprises enquêtées est dicté par un certain nombre de critères, à savoir:

- Selon les opérations Import/Export ;
- Selon le chiffre d'affaires ;
- La diversité des secteurs d'activité : l'agroalimentaire, l'industrie et la chimique, l'enseignement et l'aménagement, l'électronique et l'électricité.

1- 2 La méthode d'enquête

1-2-1 Le déroulement de l'enquête

Un travail difficile mais très motivant, l'enquête a été entamée à la fin du mois d'avril 2016, après une série de rendez-vous avec la plupart des entreprises faisant partie de notre échantillon. Beaucoup de difficultés ont marqué notre enquête :

- Certaines entreprises ont complètement refusé de répondre à notre questionnaire, sans donner des motifs justifiant leur refus ;
- Le non-respect des délais pour répondre au questionnaire ;
- Les entreprises n'ont pas assez de temps à nous consacrer ;
- La non-disponibilité des informations réelles des entreprises ;
- Les entreprises sont méfiantes, et elles hésitent à donner des informations sur leurs situations.

À la fin de l'enquête, nous n'avons pu récupérer que 27 questionnaires sur les 35 distribués, ce qui représente 77% du total des questionnaires distribués. Tous ces questionnaires ont été exploités.

1-2-2 - Le questionnaire

Un document riche au service du travail empirique, Le questionnaire a été élaboré selon les objectifs de la problématique posée, à identifier et analysé l'impact de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises, cas de la Wilaya de Bejaia. Notre questionnaire est composé de 23 questions, regroupées en deux volets, le premier port sur l'identification de l'entreprise, les caractéristiques liées aux entreprises, le secteur d'activité, l'âge de l'entreprise, son statut juridique ...etc. Le second volet, trait plus exactement de notre thème, porte sur l'influence de la dévaluation du Dinar et ces conséquences sur la situation de l'entreprise et sur les prix, les produits .Enfin, des solutions proposées par les entreprises afin de faire face a cette situation.

Chapitre 04 : L'impact de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia

Notre questionnaire contient des questions de type fermé avec des propositions de réponse selon ce qui a été avancé dans la partie théorique, aussi des questions de type ouvert afin de laisser le choix et la possibilité au répondant de s'exprimer et de donner son avis avec ses propres idées.

Section 02 : Présentation des résultats et de leur analyse

Dans cette section on analysera les données recueillies grâce à l'enquête effectuée sur le terrain, auprès des entreprises de la commune de Bejaia.

2.1 : Présentation des résultats

Après avoir effectué notre enquête et l'analyse des données recueillies, nous sommes parvenus aux résultats principaux ci-après présentés en catégories homogènes.

2.1.1 : Quelques caractéristiques des entreprises importatrices enquêtées

Caractéristiques	Nature juridique		Effectif			Statut juridique				L'âge des entreprises	
	privé	Publique	1-9	10-49	50-249	SARL	SPA	EURL	SNC	Plus de 11 ans	Entre 20 -30 ans
Nombres d'entreprises	26	1	9	5	13	19	3	3	2	16	11
Part en (%)	96	4	33	18	49	70	11	11	8	59	41

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année 2016/ 2017.

D'après notre échantillon, nous avons constaté que la plupart des entreprises importatrices enquêtées sont des entreprises privées. Concernant l'âge des entreprises enquêtées, nous constatons que sur les 27 entreprises, 16 d'entre elles n'ont pas plus de 11 ans d'existence. Par contre, 11 entre elles ont entre 20 et 31 ans d'existence.

Nous avons constaté également que, la forme juridique dominante est la SARL avec 18 entreprises importatrices, soit plus de 70 % du total. Ceci s'expliquerait par le fait que cette dernière convient le mieux aux entrepreneurs désirant garder leur entreprise dans le cercle

Chapitre 04 : L'impact de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia

familial. Viennent en deuxième place l'entreprise individuelle et la SPA, et en dernier, on retrouve la EURL, la SNC et l'entreprise familiale.

En ce qui concerne le nombre d'employés, 49% sont des moyennes entreprises ayant entre 50 et 250 salariés, 33 % sont de très petites entreprises ayant entre 1 et 9 salariés, avec un nombre de 9 entreprises. 5 petites entreprises emploi entre 10 et 49 salariés, soit 18 %.

2.1.2. La répartition des entreprises enquêtées selon leur secteur d'activité

Le tableau suivant permet de voir la répartition des entreprises enquêtées selon le secteur d'activité.

Tableau N°2 : Les différents secteurs d'activités

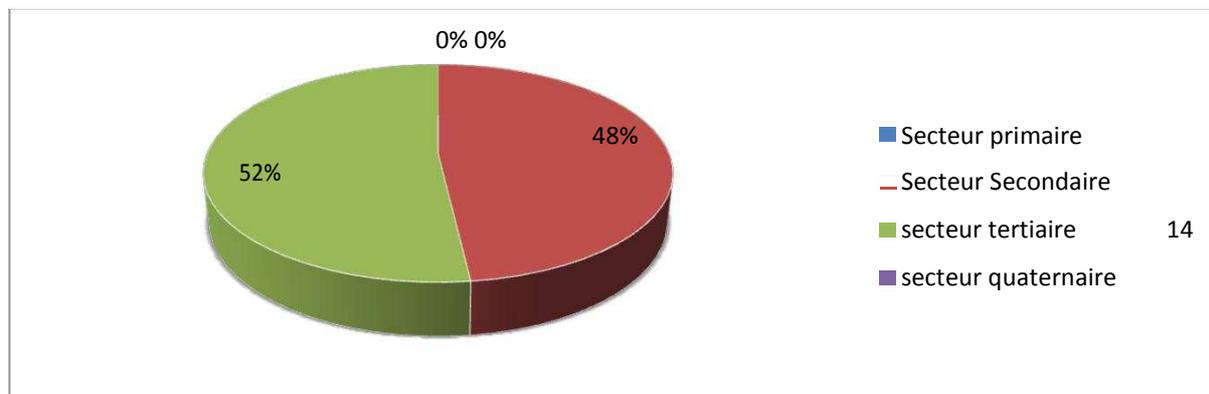
Secteur activités	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Secteur quaternaire
Nombre	0	13	14	0
Part (%)	0	48 %	52 %	0

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année 2016/ 2017.

D'après le tableau ci-dessus, nous constatons que le secteur dominant est le secteur secondaire (industrie- agroalimentaire, BTPH), avec 14 sur les 27 entreprises enquêtées, soit plus de 52 % du total. Nous nous constatons également que le secteur tertiaire (commerce) avec un effectif de 13/18 d'entreprise parmi l'ensemble de notre échantillon.

Dans ce cas, les deux secteurs de nature production et commercialisation que la majorité des entreprises enquêtées font partie de ces derniers.

Graphique N°1 : Les secteurs d'activités (en%)



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête 2016/2017.

2.1.3. Ventilation des entreprises enquêtées selon leurs opérations import/export

À partir de cette répartition, nous allons identifier les opérations dans les quelles se concentrent les entreprises enquêtées

Tableau N° 3 : Ventilation des entreprises selon les opérations Import /export

Operations	Exportation	Importation	Importation et exportations
Nombre	0	22	5
Part en (%)	0	81%	19%

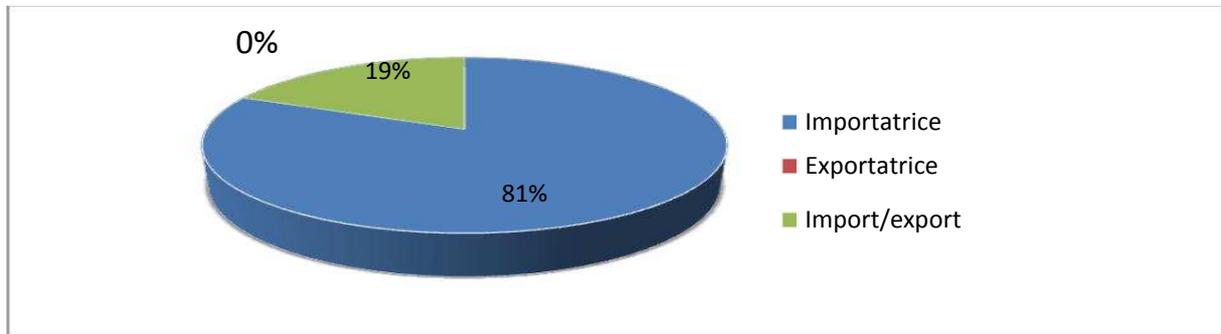
Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête 2016/2017.

D'après ce présent tableau, qui porte sur la nature des opérations des entreprises enquêtées, que ce soit importatrices ou exportatrices, ou les deux à la fois. On a constaté que 81% d'entre elles sont des entreprises importatrices et 19% sont des entreprises importatrices et exportatrices à la fois.

D'après notre analyse, on remarque que les entreprises se concentrent sur la revente en état en se limitant juste sur la vente sur les marchés locaux et nationaux.

Chapitre 04 : L'impact de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia

Graphique N°2 : Répartition selon les opérations Import/export (en %)



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête 2016/2017.

2-1-4 La répartition des PME enquêtées selon leur chiffre d'affaires et son évolution Durant ces dernières décennies.

Le tableau ci-dessous représente la répartition des PME enquêtées par catégories des chiffres d'affaires et leurs évolutions.

Tableau N° 4: Le chiffre d'affaires des entreprises importatrices

Chiffres d'affaires	Moins de 1000000	Entre 1000000 et 5000000DA	Entre 5000000 et 10000000 DA	Plus de 10000000	Total
Nombres	1	6	4	16	27
Part en (%)	4	22	15	59	100

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête 2016/2017.

Nous constatons d'après le tableau n°4, que 16 entreprises ont déclaré que leur chiffre d'affaires est supérieur à 10 million DA, soit 59 % et 4 PME ont déclaré un chiffre d'affaires compris entre 5 et 10 million DA, soit un taux égale 15% . 6 PME ont déclaré un chiffre d'affaires entre 1 et 5 million DA, soit 22%. Et seulement une PME a déclaré un chiffre d'affaires inférieur à 1 million de DA.

Chapitre 04 : L'impact de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia

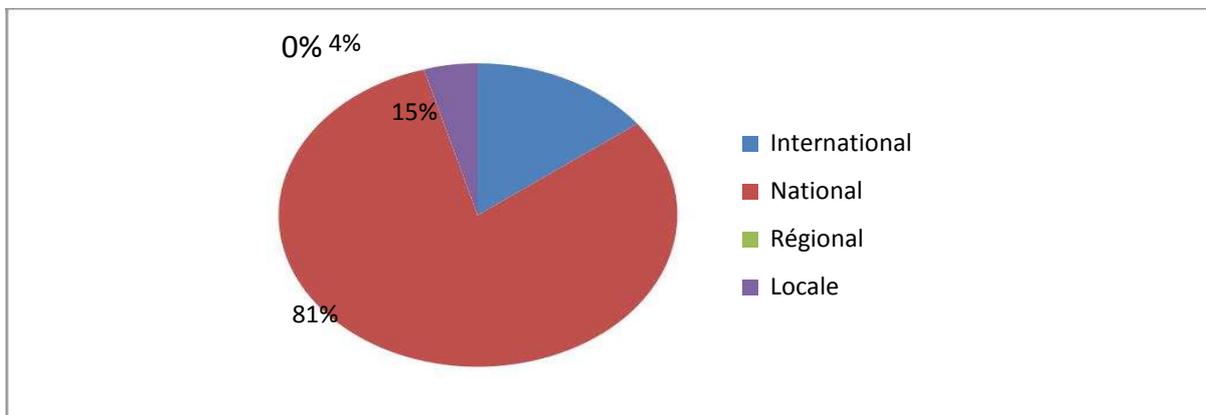
Autre information importante, parmi les 27 entreprises enquêtées, et selon les résultats obtenus, 4 PME ont un chiffre d'affaires qui évolue très positivement, aussi 12 entreprises leur chiffre d'affaires évolue positivement, 5 PME leur chiffre d'affaires reste stable. Contre, 6 PME seulement qui ont un chiffre d'affaires qui est en baisse.

2-1-4 La répartition des PME enquêtées selon la dimension de leur marché

Le graphique suivant, présente le nombre des entreprises importatrices enquêtées par catégories de marché.

D'après le graphique ci-dessous, nous constatons que le marché de la plupart des PME enquêtées, 22 entreprises, est national, soit 81 %, plus que la moyenne. Suivi de 4 entreprises qui travaille à l'international plus ou moins régulièrement, soit 15 % du total, et une PME sur le marché local, soit 4 % du total.

Graphique N°3 : La répartition des PME enquêtées selon la dimension de leur marché



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année 2016/2017.

2.2.1 La répartition selon l'influence de la dévaluation du Dinar sur la situation de l'entreprise

À partir du tableau suivant, nous allons voir quelle est la nature de l'influence que l'entreprise supporte une fois la monnaie (Dinar) a dévaluée, cette dévaluation a-t-elle un impact positif ou négatif.

Tableau N° 5: L'influence de la dévaluation de DA sur l'activité des entreprises

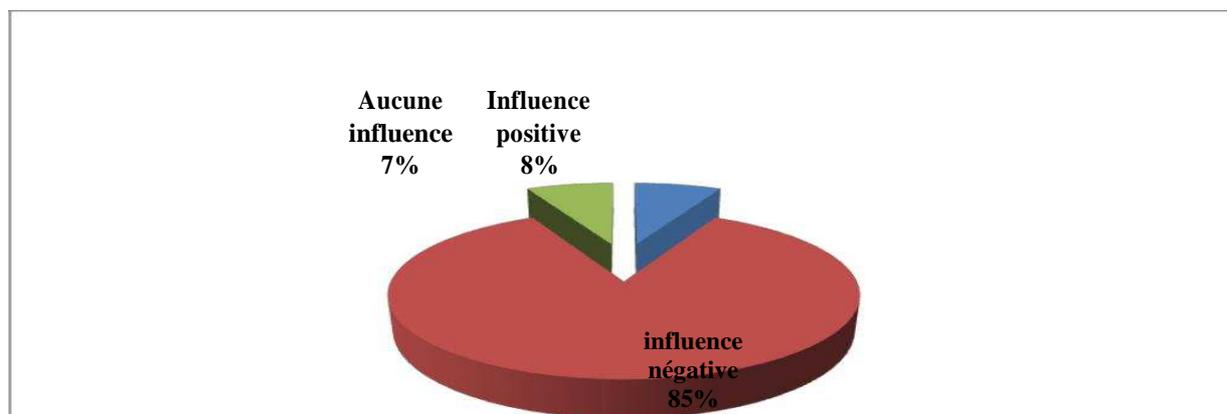
L'influence	Influence positive	Influence négative	Aucune influence	Totale
Nombre	2	23	2	27

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête, 2016/2017.

Le tableau N° 1 nous montre la dévaluation de dinar qui influence négativement sur 23 PME, soit 85% du total, et 2 PME n'ont pas subi d'influence, soit 7%, et seulement 2 PMA qui ont marqué une influence positive avec un taux de 8%.

D'après notre analyse, la perte de la valeur du Dinar nous montre que la plupart des entreprises importatrices enquêtées ont été touchées. Ainsi le graphique suivant illustre bien cette influence négative.

Graphique N°4 : L'influence de la dévaluation du DA sur l'activité des entreprises

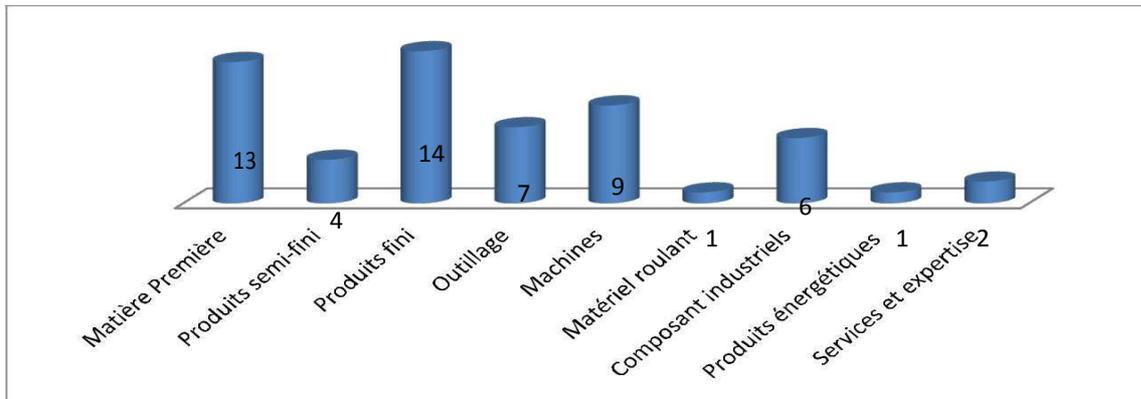


Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année, 2016/2017.

2.2.2 La répartition selon la nature des produits importés

À travers le point suivant, nous allons identifier la nature des produits importés des entreprises de la part des entreprises sollicités par notre questionnaire.

Graphique N°5 : La nature des produits importés par les entreprises (en nombres)



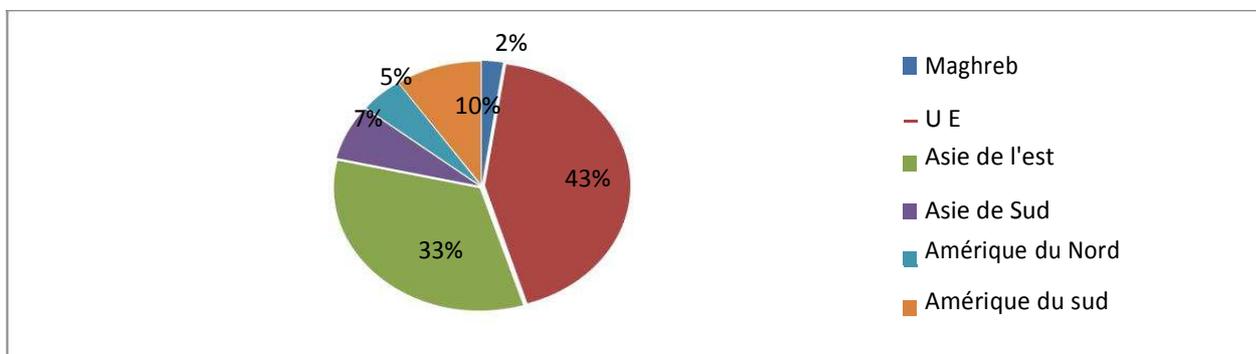
Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année 2016/2017.

D'après le graphique N°5, qui représente la ventilation des entreprises questionnées selon la nature des produits importés, on observe que les produits finis importés dominent soit 14 PME, et 13 autres importent uniquement les matières premières, 9 entreprises importent des machines, 7 PME importent des outillages, suivi de 6 entreprises qui importent des composants industriels. Les produits semi-finis sont importés par seulement 4 PME, et 2 PME qui importent des services et de l'expertise, les produits énergétiques et matériels roulant.

2-2-3 Ventilations selon l'origine les plus fréquentes des produits importés

A partir de l'analyse ci-dessous, nous allons identifier les régions les plus fréquentes par les entreprises importatrices enquêtées.

Graphique N°6 : Les origines les plus fréquentes des produits importés



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année 2016/2017.

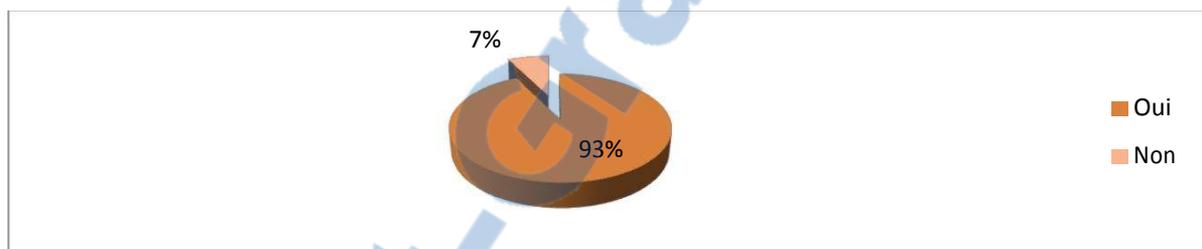
Chapitre 04 : L'impact de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia

Comme le montre le graphique N°6, soit 18 PME proviennent L'Union européenne, de, suivi par l'Asie de l'Est avec 14 PME d'où l'Algérie échange beaucoup plus avec la Chine car ses prix sont moins chers, et l'Amérique de Sud avec 3 PME, suivie après par Asie de sud avec 3 PME et autre comme Dubaï ,et Amérique de Nord avec 2 PME, et une seulement pour le Maghreb.

2-2-4 Ventilations des entreprises selon l'influence de la perte de la valeur du DA sur le Prix des importations

À partir de graphique suivant, nous allons essayer de découvrir la nature d'influence (Négatif ou positif) relatif à la dévaluation du DA.

Graphique N°7 : L'influence de la perte de la valeur du DA sur le prix des importations



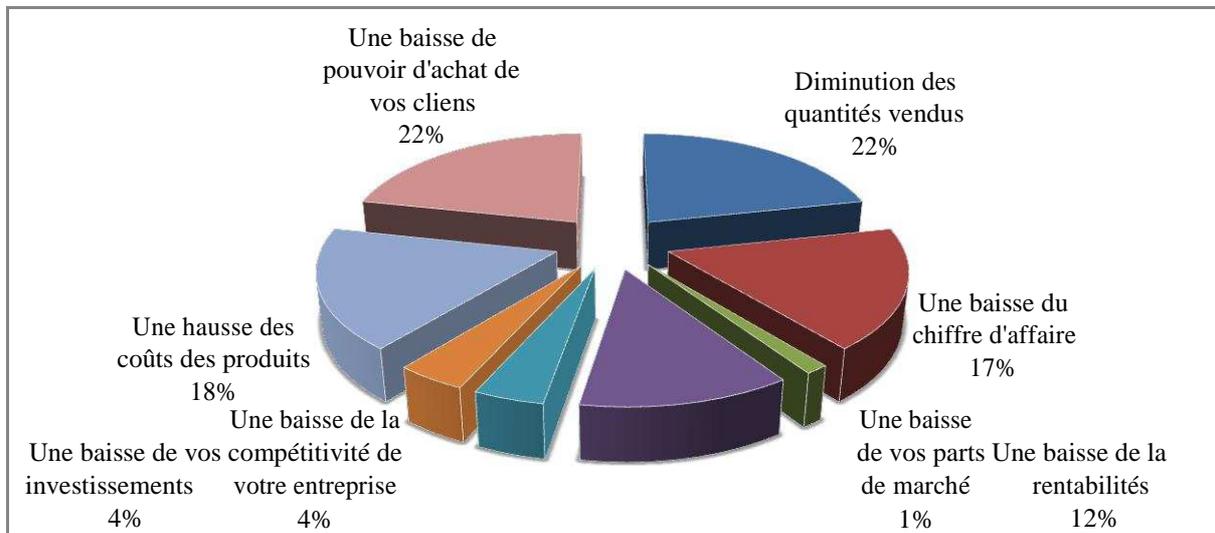
Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année 2016/2017.

Puisqu'on a vu dans le tableau N° 7, que la dévaluation influence négativement (à 85%) la situation des entreprises. On a analysé dans ce graphique N°4, que la perte de la valeur de Dinar exerce une influence négative sur les prix des produits (soit de 93%), 7% des PME enquêtées pensent que les prix de leurs produits importés n'ont pas été influencés par cette dévaluation. La plupart des PME enquêtées, ont bien précisé que cette influence négative, est due à une augmentation des prix des produits, une forte inflation provoquée d'une dégradation de taux de change puisque la plupart des produits consommés par les entreprises sont importés.

2-2-5- Ventilation des entreprises selon l'impact de la dévaluation sur les produits finis

À travers le graphique ci-dessous, nous allons intéresser sur l'impact de la dévaluation sur les produits finis, afin d'identifier leur cause sur la situation actuelle de l'entreprise.

Graphique N°8 : L'impact de la dévaluation sur les produits finis



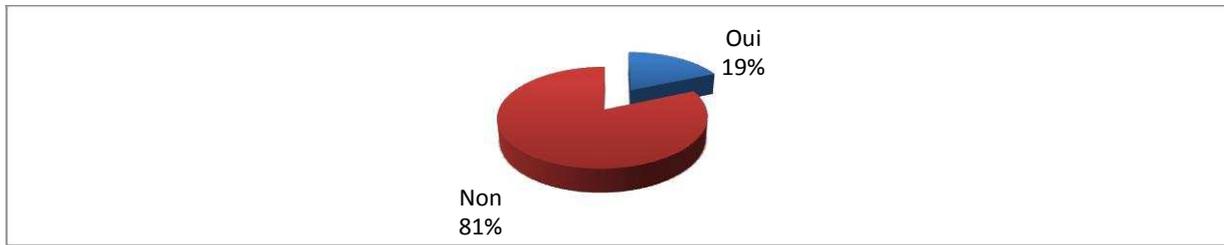
Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année 2016/2017.

D'après le graphique ci-dessous, qui montre que la perte de la valeur du Dinar a un impact négatif sur les entreprises enquêtées et plus particulièrement sur leurs produits. Ainsi une baisse du pouvoir d'achat de leurs clients, car la dévaluation de Dinar a provoqué une augmentation des prix où les clients et les entreprises ont subi cette influence, soit de 22%. 13 entreprises estiment que cette influence se manifeste par une baisse de chiffre d'affaires et une hausse des coûts de production, soit un taux égal à 18%. 9 PME, ont indiqué que cet impact se manifeste par une baisse de la rentabilité, 3 PME ont souligné une baisse de leurs investissements et de la compétitivité de l'entreprise, et une PME que cette influence s'est matérialisée par une baisse de leurs parts sur le marché.

2-2-6- Ventilation des entreprises selon le privilège d'une origine d'importation au Détriment d'une autre à cause de la dévaluation

L'analyse ci-dessous, s'intéresse sur le privilège des entreprises importatrices Enquêtées lors de la dévaluation.

Graphique N° 9 : Le privilège d'une origine d'importation au détriment d'une autre à Cause de la dévaluation



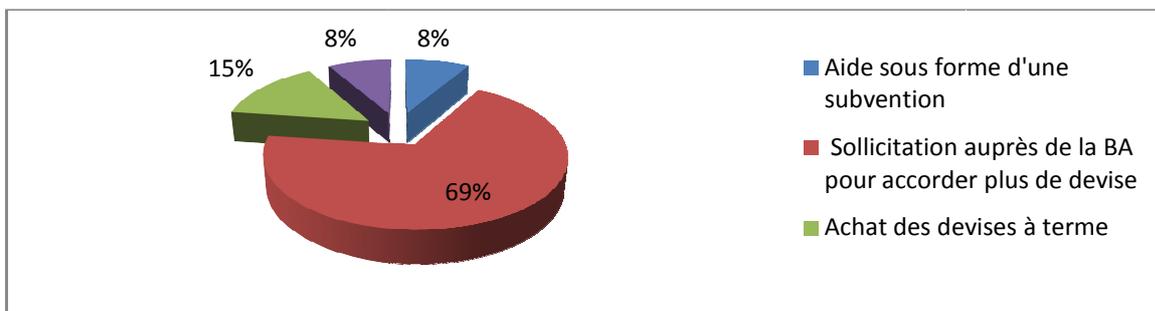
Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année 2016/2017.

D'après ce graphique, qu'on remarque que 81 % des entreprises importatrices enquêtées n'ont pas privilégié cette origine au détriment d'une autre importation, et 19 % des PME ont privilégié une autre importation, où elles ont précisé qu'elles préférant l'Euro par rapport au Dollar, ainsi les importations originaires de l'Amérique latine et du sud-est Asiatique. Car c'est les plus avantageuses pour eux en termes de prix.

2-2-7 Ventilation des entreprises selon les compensations de la part de l'Etat

Le graphique ci-dessus présente le nombre des entreprises importatrices enquêtées Aidé de la part de l'Etat.

Graphique N°10 : La compensation d'une part de l'Etat sur qui est due à la dévaluation



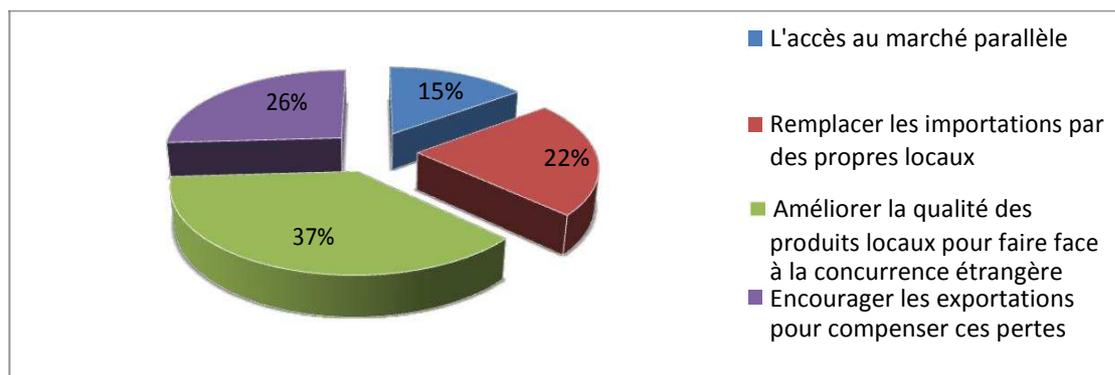
Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année 2016/2017.

On analysant les réponses exprimées pas les entreprises enquêtés, on remarque que la plupart des PME ne bénéficient d'aucune compensation de la part de l'Etat, soit un taux égal à 56%. 33% d'entre elles sollicitent la Banque d'Algérie afin de leur accorder plus de devise, 7% des PME achètent des devises à terme, et enfin seulement 4% compensent leurs pertes sous forme de subvention.

1-2-8 Ventilation des entreprises selon leur façon de gérer cette situation vis-à-vis de Cette dévaluation

À partir des résultats de graphique ci-dessous, qui montre comment les entreprises Importatrices enquêtées gèrent cette situation de dévaluation.

Graphique N°11 : Leur façon de gérer la situation de la dévaluation



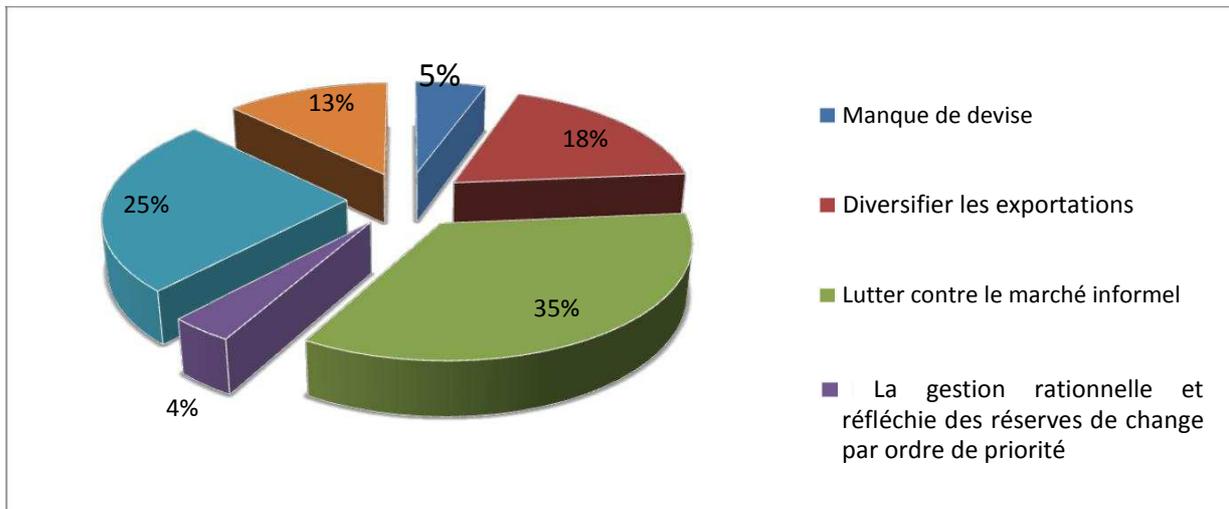
Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête de l'année, 2016 /2017.

On remarque d'après le graphique N°11, que les entreprises importatrices enquêtées doivent affronter et faire face à cette situation de dévaluation. Plus de 10 PME ont opté pour l'amélioration de la qualité de leurs produits pour faire face à la concurrence étrangère, soit un taux égal à 37%, 7 PME ont opté pour l'encouragement des exportations afin de couvrir les pertes en importations, soit un taux égal à 26 %, 6 PME propose une utilisation de leurs propres ressources, soit un taux égale à 22% et 4 PME préfèrent accéder au marché parallèle, soit une part égale à 15%.

2-2-9-La répartition selon les solutions proposées

Dans cette répartition, qui traite les différentes solutions proposées afin de faire face a cette dégradation.

Graphique N° 12 : Les solutions proposées



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête, 2016/ 2017.

Suite aux résultats de ce présent graphique, les entreprises enquêtées ont adopté des solutions afin de faire face à cette situation de dévaluation. La solution la plus fréquente c'est de lutter contre le marché noir qui représente 35% du totale, et 25% pour dynamiser la Banque d'Algérie, 18% proposent la diversification des exportations afin d'équilibrer et de compenser les pertes. 13% proposent une régulation du marché de change et la création de bureau de change, 5% des entreprises proposent une gestion rationnelle et réfléchie des réserves de change.

3-3 -Analyse et interprétation des résultats

Rappelons que la présente étude consiste à vérifier, dans le contexte des entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia, certaines hypothèses émises au début de notre travail, concernant l'influence négative de la dévaluation de la monnaie nationale sur le volume des importations ainsi sur la rentabilité des entreprises importatrices enquêtées.

3-3-1- L'impact négative de la dévaluation sur le volume des importations

Après une série de recherche, d'enquêtes et d'analyse, nous avons pu identifier les principales conséquences négatives de la dévaluation sur le volume des importations des entreprises de la wilaya de Bejaia, que nous avons résumé comme suite :

➤ La dévaluation semble avoir un impact négatif sur le chiffre d'affaires des entreprises importatrices. En effet le nombre des entreprises qui ont un chiffre d'affaires plus de 10000000 DA est de nombre de 16 qui est la majorité absolue de notre échantillon. On déduit que le chiffre d'affaires est un élément déterminant dans notre échantillon, l'hypothèse selon laquelle la dévaluation impacte ce genre d'entreprises devient réalisable une fois l'entreprise à atteinte un chiffre d'affaires plus important.

➤ Selon nos résultats, la dévaluation semble avoir aussi un impact négatif sur la situation des entreprises enquêtées. En effet, 85 % des entreprises importatrices enquêtées ont subi des profonds changements de situation résultant des répercussions négatives sur leurs situations, cela confirme que ce phénomène de dévaluation conduit a des conséquences dévastatrices dans l'avenir de ses entreprises.

➤ La dévaluation de la monnaie semble avoir sans aucun doute un impact négatif aussi sur les prix, notre enquête à révélé la réalité de cette hypothèse en confirmant cela a partir des résultats dans lequel 93 % des entreprises enquêtées ont été d'accord sur ce point. En effet les produits son subit une augmentation puisqu'ils sont importés et s'ajoute à cela une dégradation au niveau du taux de change, qui va conduit donc à une flambassions des prix.

➤ Les entreprises importatrices enquêtées ont subi un impact négatif aussi sur leur produits finis, cet impact provoque une série de conséquences découragent les entreprises importatrices puisqu'elles amènent directement a la baisse des quantités vendus car les prix seront plus chère ainsi la baisse du pouvoir d'achat va orienté les consommateurs vers les produits locaux, ces deux mesures conduisent les entreprises importatrices à limité leurs importations ce qui va engendrer un ralentissement su le niveau des importations globale.

➤ L'impact négatif de la dévaluation continue à gagner du terrain en impactant même sur les coûts des produits avec une hausse significative qui conduisent a ajouté à l'augmentation des prix, les frais issu de l'exploitation de ces produits. Donc les entreprises supportent des coûts colossaux.

➤ L'investissement a été aussi victime de la dévaluation, puisque la baisse de la rentabilité au niveau des entreprises conduit ces dernières à ne pas aller au-delà de leur position actuelle en investissant dans d'autres secteurs, ou même aller au-delà de leur frontière (à l'étranger).

3-3-2- Quelques recommandations

Pour répondre à la question posée au début, nous essayant d'exposer quelques suggestions susceptibles d'améliorer le tissu des entreprises importatrices algériennes :

➤ Pour faire face d'abord à la concurrence féroce étrangère, et aussi pour atteindre l'objectif principal de l'Etat qui consiste à freiner les importations, l'amélioration de la qualité des produits locaux s'avère d'une extrême urgence et une meilleure solution à cette problématique.

➤ Limiter les importations en dehors des produits d'extrême nécessité qui sont essentiels et que l'Etat ne peut pas produire, en orientant vers les produits locaux.

➤ Inviter l'Etat à accorder plus de subventions pour compenser la perte de ses entreprises dans le but de les aider pour être sur le podium d'une manière stable et durable.

➤ Revoir la politique de la Banque d'Algérie en matière des devises mise en faveur des entreprises importatrices en les accordant plus de devises pour faciliter leurs opérations.

➤ Développer les exportations hors hydrocarbures et sortir de la dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière pour se constituer d'autres ressources en devise en diversifiant toute la chaîne de production algérienne afin de faire face aux situations de crises.

➤ Une gestion rationnelle et réfléchie au niveau du fond de régulation des recettes qui doit être utilisé pour investir dans des projets qui peuvent engendrer d'autres ressources de devise, et n'ont pas l'utilisé pour la consommation.

Conclusion

Au terme de ce chapitre, qui porte sur l'étude de l'impact de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises de la Wilaya de Bejaia, on a constaté que la majorité des

Chapitre 04 : L'impact de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia

entreprises enquêtées sont touchées par la dévaluation du Dinar qui influencé négativement et à long terme les entreprises algériennes à travers l'augmentation des prix sur tous les produits importés.

Il ressort de cette revue empirique que la plupart des études récente qui ont porté sur la détermination de l'influence de la dévaluation du Dinar sur les importations des PME, la plupart de ses entreprises enquêtées ont mix l'accent sur l'impact négatif sur leurs produits importés comme c'est le cas du renchérissement des prix, de la baisse des quantités vendues.

Pour faire face à cette situation, la grande partie des entreprises questionnées a proposé la mise en place d'un nouveau mécanisme de régulation conditionnant la dynamisation la production locale pour compenser toutes ces pertes. Ainsi lutter contre le marché est une condition indispensable pour réduire ses effets négatifs, ca celui-ci est la cause principale de cette amplification des impacts négatifs.

Enfin, les résultats obtenus après notre enquête, nous ont permis de vérifier et de confirmer nos hypothèses posées au départ de et selon lesquelles la dévaluation a un impact négatif sur le volume global des importations et sur la situation interne de l'entreprise.

Conclusion générale

Tout au long de ce présent travail, nous nous sommes attelées à identifier et à analyser l'impacte de la dévaluation de la monnaie national (DA) sur les entreprises importatrices algériennes. Afin de valider ou de rejeter l'hypothèse de départ, ainsi que pour répondre à la question principale, nous nous sommes appuyé, d'abord, sur un travail de recherche théorique basé sur une revue de la littérature. En outre, à l'aide d'un travail empirique basé sur une enquête de terrain réalisée sur un échantillon d'entreprises de la wilaya de Bejaïa.

Plusieurs résultats sont issus de notre étude réalisée à base d'une hypothèse émise au départ. Cette dernière a été tirée de la revue de littérature en la matière réalisée et développée dans le développement du travail. L'échantillon retenu pour l'enquête a été, à son tour, déterminé après avoir passé en revue la situation des entreprises de la wilaya, développée dans le quatrième chapitre (cas empirique).

L'impact de la dévaluation porte principalement sur la balance commerciale du pays. En effet, en dévaluant la monnaie nationale, l'Etat voit les prix des produits importés et s'envoler naturellement en monnaie locale. Les importations diminuent à cause de la hausse des prix. Les consommateurs se tournent vers des produits locaux, cela peut freiner leurs importations.

L'analyse de nos résultats indique que la dévaluation influence négativement, par un pourcentage élevé des entreprises, les entreprises importatrices affirment avoir des difficultés et une dégradation de leur situation depuis le déclenchement de ce phénomène. En effet, le renchérissement des prix de leurs produits provoque un ralentissement et une baisse de leurs recettes, la baisse du pouvoir d'achat se traduit directement dans le porte-monnaie des consommateurs. Considérant la fréquence des réponses obtenues et sachant que Bejaïa est en Algérie le modèle type de territoire de l'entrepreneuriat au sens économique. Les résultats obtenus peuvent être considérés comme représentatifs pour n'importe qu'elle entreprise algérienne et ils sont donc propres aux entreprises algériennes qui dépendent plus des importations pour produire.

L'importance de la dévaluation pour l'économie algérienne, est d'encourager les entreprises à exporter et de la diversifier afin de couvrir ces pertes et ces importations. Cependant, la politique de change adoptée par l'Algérie ne permet pas de favoriser l'excédent de la balance des paiements puisque le solde de cette dernière dépend totalement de la rente pétrolière, dont le niveau est déterminé par le prix du pétrole que nous contrôlons même pas, et qui est fixé sur le marché mondial.

Conclusion générale

Donc, toutes les entreprises enquêtées ont cherché à résoudre ce problème en optant pour le marché national et en améliorant la qualité de leurs produits locaux pour que le prix de reviens soit moins cher par rapport aux inputs importés et cela afin de réaliser des ventes et des chiffres plus importants.

Afin de réduire ces effets négatifs de cette dévaluation, un ensemble de mesures, telles que la dynamisation de la banque d'Algérie, la lutte contre le marché informel qui représente l'obstacle et la cause de cette situation, la création des bureaux de changes et l'encouragement de l'innovation doivent être engagées. Les entreprises importatrices ont aussi besoins du soutien de l'Etat et des facilitations dans tout leur processus de production. Enfin, le constat le plus important, est que la dévaluation n'est pas une solution bénéfique aux entreprises importatrices. Autrement dit, les entreprises considérées comme moteur de croissance de l'économie nationale, sont exposées à ce phénomène de dévaluation de la monnaie nationale qui induit à une dégradation de leur compétitivité provoquant une intensification de la crise et un bouleversement des déséquilibres intérieurs et extérieurs.

Bibliographie

1- Ouvrages

- ANTOINE P., 1996, « *L'espace monétaire et ses enjeux* », Paris.
- ALAIN S., 1981, « *Monnaie et finance* », éditions A. De Boeck, Bruxelles.
- BOURGET J et ZENOU Y., 2002, « *Monnaies Systèmes Monétaires* », 9^e édition, Paris.
- CAPUL J., 2011, « *Dictionnaire d'économie et de science sociale* » nouvelle édition
- CAPUL J., « *Monnaie et politique monétaire* ».
- DOMINIQUE P., 2003, « *La monnaie et ses mécanismes* », nouvelle édition.
- FREDERIC M., 2007, « *Monnaie, Banque et marchés financiers* », 8 édition.
- FREDERIC M., 2013, « *Monnaie, Banque et marché financiers* », 10^e édition, Pearson France.
- FONTAINE P., 2011, « *Marchés des changes* », 2e édition, Pearson éducation France, Paris.
- JAFFRE P., 1996, « *Monnaie et politique monétaire* » 4^{ème} édition, Economica.
- KRUGMUN P., 2009, « *Economie internationale* ». 8^{ème} édition, Paris
- Mr DIEMER., « *La politique économique de l'Etat* » UFM AUVERGNE
- PIERRE- HUBERT B., ARMAND D., « *La dévaluation* », Edition BOUCHENE Alger.
- STIGLIZT J., « *Economie monétaire* », un nouveau paradigme.
- YAICI F., 2008, « *Précis de finance international, avec exercices corrigé* », ENAG édition, Alger.
- YAICI F., 2013, « *Précis de finance international, avec exercices corrigé* », Alger.

2-Articles et rapports

- Banque d'Algérie : « Evolution économique et monétaire en ALGERIE année 2003 » Edition Banque of ALGERIA
- Banque d'Algérie, 2001, Présentation du marché interbancaire de change. Banque d'Algérie, Note sur le contrôle de change et la convertibilité du Dinar.

- BELHIMER A., 1998, « La dette extérieure de l'Algérie : Une analyse critique des politiques d'emprunts et d'ajustement » Editions Casbah ; Alger.
- BENISSAD H., 1991. « Les réformes économiques en Algérie (ou l'indicible ajustement structurel) » Editions OPU ; Alger.
- BEGGA ET MERGHIT, régime de change en Algérie, Economie & Société N° 8/2012).
- CHRISTIAN D., FANNY M., « Politique commerciale », Chapitre V, système BANCAIRE, INTERMEDIATION, SUPERVISIONE, MODERNISATION
- CITOLEUX Y., 1999, « La longue marche de la transition chinoise ». In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 30, n°2-3. Les économies postsocialistes: une décennie de transformation.
- CNES : Avis relatif à l'avant projet de stratégie Nationale de développement économique et social à moyen terme 1996.
- Evolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 revues campus »
- FERICELLI J., 1962, « Les conditions monétaires et la réussite d'une dévaluation ». In: Revue économique, volume 13, n°1.
- HENNI A., 1991, Essai sur l'économie parallèle, cas de l'Algérie, ENAG, Alger.
- HEND SFAXI B., 2008, « Choix des politiques de change dans les pays en développements », Etude de la compétitivité de la Tunisie.
- Instruction No.79/95du 27décembre 1995 portant organisation et fonctionnement du marché interbancaire des changes
- BAPYISTE J., 2007, risque de change.
- JEZABEL COUPPEY S., juin 2012, revue économique.
- KHALED C., 2007, « Evolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 » Constat et analyse, Revue Campus N° 7.
- NASHASHIBI K., 1998, Algérie ; stabilisation et transition à l'économie de marché. FMI, Washington.

3- Mémoires

- BENYOUSSE F., 2006, « *La politique de change en Algérie* » (avec référence à l'Albanie) Mémoire de Magistère, Université d'Alger

- BOUSSELMI S., 2000, « *l'impact de dévaluation sur le commerce extérieure* » rapport de recherche.
- RDDJI S., 2014, « *la politique commerciale* », Mémoire de Magistère en science économique : Cas d'Alger

4- Sites internet

- <https://www.asjp.cerist.dz>
- www.bank-of-Algeria.dz
- www.bank-of-Algeria.dz
- www.lematindz.net
- www.maghress.com.
- <https://www.cairn.info>
- <http://www.imf.org>
- <http://www.oconomie.net>
- <http://www.public.iutenligne.net>

La liste des illustrations

1- La liste des tableaux

- 1- Tableau n°1 : Présente les parités de changes des principales monnaies de l'époque avec l'or, jusqu'à la Première Guerre Mondiale.....7
- 2- Tableau n°2 : Quelques caractéristiques des entreprises importatrices enquêtées.....69
- 3- Tableau n°3 : Les différents secteurs d'activités70
- 4- Tableau n°4 : Ventilation des entreprises selon les opérations Import /export.....71
- 5- Tableau n°5 : Le chiffre d'affaires des entreprises importatrices.....72
- 6- Tableau n°6 : L'influence de la dévaluation de DA sur l'activité des l'entreprises....74

2- La liste des graphiques

- 1- Graphique n°1 : La courbe en J37
- 2- Graphique n°2 : Les exportations hydrocarbures dans les exportations globales.....64
- 3- Graphique n°3 : Les secteurs d'activités.....71
- 4- Graphique n°4 : Répartition selon les opérations Import/export72
- 5- Graphique n°5 : Répartition des PME enquêtées selon la dimension de leur marché..73
- 6- Graphique n°6 : L'influence de la dévaluation de DA sur l'activité des l'entreprise.74
- 7- Graphique n°7 : La nature des produits importés par les entreprises75
- 8- Graphique n°8 : Les origines les plus fréquentes des produits importées.....75
- 9- Graphique n°9 : L'influence de la perte de la valeur du DA sur le prix des importations.....76
- 10- Graphique n°10 : L'impact de la dévaluation sur les produits finis.....77
- 11- Graphique n°11 : Le privilège d'une origine d'importation au détriment d'une autre à cause de la dévaluation.....78
- 12- Graphique n°12 : La compensation d'une part de l'Etat sur qui est due à la dévaluation.....78
- 13- Graphique n°13 : Leur façon de gérer la situation de la dévaluation.....79
- 14- Graphique n°14 : Les solutions proposées.....80

Annexe N°01

Annexe N°01 : Quelques caractéristiques des entreprises importatrices enquêtées

Entreprises	Adresse	Date de création	Nature juridique	Effectif	Clients de l'entreprise
E.C.I BOUDIAB (Sarl)	Bejaia	1988	Publique	Plus de 249	Clients importateurs, grossistes où détaillants.
GLOBAL NEGOS DERRADJI(EURL)	Sidi ahmed Bejaia	2016	Publique	1-9	Clients étrangers et locaux.
YOUSRA MENAGE(SARL)	4 chemins Bejaia	2008	Privée	10-49	Clients importateurs, grossistes où détaillants.
AUTOVAL (SARL)	Iheddaden Bejaia	2006	Privée	1-9	Clients importateurs, grossistes où détaillants. Clients étrangers et locaux
MOBICA (SARL)	Sidi ahmed Bejaia	2007	Privée	1-9	Clients importateurs, grossistes où détaillants. Clients locaux.
CAP MOTORS (SARL)	Iheddaden Bejaia	20 11	Privée	1-9	Clients locaux.
AL ASSIL HI-TECH (entreprise individuelle)	Bejaia	2015	Privée	1-9	Clients importateurs, grossistes où détaillants.
VISIORAMA (SARL)	Bir-slam Bejaia	2015	Privée	10-49	Clients importateurs, grossistes où détaillants.
ALGERIENNE ELECTRO DIST (SARL)	Ighil ouazoug Bejaia	2010	Privée	10-49	Clients importateurs, grossistes où détaillants..
HADJAL M (entreprise individuelle)	Bejaia	2012	Privée	10-49	Clients locaux.

TOUDJA (SARL)	Z.I.4 chemins Bejaia	1986	Privée	Plus de 249	Clients locaux.
CEVITAL (SPA)	Bejaia	1998	Privée	Plus de 3000	Clients importateurs, grossistes où détaillants. Clients étrangers et locaux.
SIBIA (SARL)	Z.I.4 chemins Bejaia	1992	Privée	295	Clients importateurs, grossistes où détaillants. Clients locaux.
PROFERT (SPA)	Z.I.4 chemins Bejaia	1996	Privée	Plus de 245	Clients locaux.
SIPACO (SARL)	Z.I.4 chemins Bejaia	2002	Privée	50-249	Clients importateurs, grossistes où détaillants. Clients locaux.
SCIL (SARL)	Sidi-ahmed Bejaia	2009	Privée	50-249	Clients locaux.
ALL PLAST (SARL)	Z.A.C. Taharacht Akbou	1998	Privée	50-249	Clients locaux.
NACERI HOCINE (entreprise individuelle)	Bejaia	2013	Privée	1-9	Clients locaux.
SOFIND INDUSTRIE(EURL)	Z.A.C. Taharacht Akbou	2012	Privée	1-9	Clients locaux, Clients importateurs, grossistes où détaillants.
EDL PNEUS (SARL)	Ihadadden Bejaia	2015	Privée	10-49	Clients locaux.
GRAND MOULIN DE LA VALLEE (SARL)	Z.A.C Taharacht Akbou	1998	Privée	10-49	Clients locaux, Clients importateurs, grossistes où détaillants.

METASOUD (EURL)	Zone industrielle Bejaia	1996	Privée	1-9	Clients locaux.
RAMDY (SARL)	Z.A.C. Taharacht Akbou	1988	Privée	362	Clients locaux et étrangers.
SOUMAMM CUMPUTER SYSTEM(SARL)	Sidi-ahmed Bejaia	2004	Privée	50-49	Clients locaux, Clients importateurs, grossistes où détaillants.
MAXIPOWER (SARL)	Ihadadden Bejaia	2010	Privée	10-49	Clients locaux, Clients importateurs, grossistes où détaillants.
SICAM BOUTON (SARL)	Z.I.4chemins Bejaia	2014	Privée	50-249	Clients locaux, Clients importateurs, grossistes.
CONDOR (SPA)	Bejaia	2014	Privée		Clients locaux, Clients importateurs, grossistes.

Source : Réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête, 2016/2017.

Table des matières

Remerciements	I
Dédicaces	II
Liste des abréviations	III
Liste des illustrations	IV
Sommaire	V
Introduction Générale	1
Chapitre 1 : Approche générale de taux de change	4
Section 1 : Monnaie et Système Monétaire International	4
1-1 - L'essentiel de la monnaie.....	5
1-1-1 Signification de terme monnaie	5
1-1-2 les fonctions de la monnaie.....	6
1-1-2-1 Intermédiaires de change.....	6
1-1-2-2 Unité de compte.....	6
1-1-2-2 Réserve de valeur et actif de patrimoine.....	6
1-2- La naissance de système de change fixe.....	7
1-2-1 Système d'étalon –or.....	7
1-2-1-1 Le principe et mécanisme de l'étalon-or.....	8
1-2-1-2 Limites du système de l'étalon-or.....	8
1-2-2- Le système d'étalon de change -or	9
1-2 -2-1- Les caractéristiques du système de l'étalon de change-or.....	9
1-2-2-2- Limites du Système de l'étalon de change-or.....	10
1-3- Système de bretton woods	10
1-3-1-Le principe de système de bretton woods	10
1-3-2- Institutions de la conférence de bretton woods.....	11
1-3-2-1- Fonds Monétaire International (FMI)	11
1-3-2-1-1- Le rôle de FMI	11
1-3-2-2- La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D).....	12
1-3-2-2-1- Le rôle de la BIRD.....	12
1-3-3-Effondrements de système de bretton woods.....	12
1-4- Système Monétaire International actuel.....	13
1-4-1 Les caractéristiques du système de change actuel	14

1-4-2- Les avantages de SMI d'aujourd'hui	14
Section 2 : Le marché et le taux de change	14
2-1-Définition de taux de change.....	15
2-2- Les mesure du taux de change	15
2-2-1- Le taux de change bilatéral	15
2-2-1-1- Le taux de change nominal (TCN).....	15
2-2-2-2- Le taux de change réel (TCR).....	15
2-2-2- Taux de change effectif.....	16
2-2-2-1- Taux de change nominal effectifs (TCNE)	16
2-2-2-2- Taux de change réel effectif (TCRE)	16
2-2-3 La balance des paiements.....	16
2-2-3-1- Balance des opérations courantes	17
2-2-3-2- Compte au capital.....	17
2-3-Le marché des changes.....	17
2-3-1- Définitions du marché des changes.....	17
2-3-2- Les compartiments du marché des changes.....	17
2-3-2-1- Le marché au comptant	18
2-3-2-2- Le marché des change à terme	18
2-3-3- Les intervenants sur le marché des changes	18
2-3-3-1- Les banques	18
2-3-3-2- Les courtiers	19
2-3-3-3- La Banque Centrale.....	19
2-3-3-4- Les clients	19
Section 3 : Les théories de taux de change	20
3-1-Les approches déterminants les taux de change	20
3-1-1-Les approche réelles de taux de change	20
3-1-1-1- La parité de pouvoir d'achat.....	20
3-1-1-2- La détermination de taux de change par le solde des paiements.....	20
3-1-2-Les approches financières de taux de change.....	21
3-1-2-1- La parité des taux d'intérêt	21
3-1-2-2- Le modèle de choix de portefeuille.....	21
3-2- Les politiques de stabilisation de taux de change.....	22
3-2-1-Politique monétaire.....	22
3-2-2- Politique budgétaire.....	22
3-2-3- La dévaluation ou la réévaluation.....	22
Conclusion	23

Chapitre 2 : La dévaluation comme politique de stabilisation24

Section1 : L'interaction de la politique monétaire et la politique commerciale..... 24

1-1 La politique monétaire.....	25
1-1-1 Les objectifs de la politique monétaire	25
1-1-1-1- Les objectifs finaux.....	25
1-1-1-2- Les objectifs intermédiaires.....	25
1-1-1-1-1- Les objectifs quantitatifs.....	26
1-1-1-1-2- Les objectifs de taux d'intérêt	26
1-1-1-1-3- Les objectifs de taux de change	27
1-1-2- Les instruments de la politique monétaire.....	27
1-1-2-1- Les instruments directs.....	27
1-1-2-1-1- L'encadrement des crédits	27
1-1-2-2-2- Sélectivité du crédit	27
1-1-2-2- Les instruments indirects.....	27
1-1-2-2-1- Les réserves obligatoires.....	27
1-1-2-2-2- Le réescompte.....	28
1-1-2-2-3- Les opérations d'open-maket.....	28
1-2 La politique commerciale.....	28
1-2-1- Définition.....	28
1-2-2- Les instruments de la politique commerciale.....	28
1-2-2-1- Les barrières tarifaires.....	29
1-2-2-2- Les barrières non tarifaires.....	29
1-2-2-1-1- Les quotas à l'importation	29
1-2-2-1-2- Les restrictions volontaires aux exportations	29
1-2-2-1-3- Les normes	29
1-3 L'interaction entre la politique monétaire et la politique commerciale.....	30
Section2 : Généralités sur la politique de dévaluation.....31	
2-1 La définition des concepts de base liée à la dévaluation.....	31
2-2 Les formes et les objectifs d'une dévaluation.....	33
2-2-1 Les formes de la dévaluation	33
2-2-1-1- Dévaluation camouflée.....	33
2-2-1-2- Dévaluation défensive.....	33
2-2-1-3- Dévaluation offensive	33
2-2-1-4- Dévaluation à chaud	34
2-2-1-5- Dévaluation à froid	34
2-2-2 Les objectifs de la dévaluation.....	34

2-3 Les cause d'une dévaluation.....	34
2-4 L'exemple d'un cas d'une dévaluation réussi la « Chine »	35
Section 3 : Les effets et les conditions de la réussite d'une dévaluation.....	36
3-1- Les effets attendus d'une dévaluation.....	36
3-1-1 Effet sur la balance commerciale	36
3-1-2 Effets sur les termes de l'échange	37
3-1-3 Effets sur l'inflation.....	38
3-1-4 Effet sur la dette extérieure	38
3-1-5 Effet sur la redistribution des revenus	38
3-2 Les conditions de réussite d'une dévaluation	39
3-2-1-L'optique de l'absorption	39
3-2-2- Théorie des élasticités critiques	41
Conclusion	43
Chapitre 3 : La politique monétaire en Algérie.....	44
Section 1 : Les reforme et les transformations économique.....	44
1-1-Evolution de la balance commerciale (1980-2017).....	44
1-1-1 Etude de la période allant de 1980 à 1989.....	45
1-1-1-1 Le premier plan quinquennal 1980-1984.....	45
1-1-1-2- Le deuxième plan quinquennal 1985-1989	46
1-1-2 Situation économique de l'Algérie entre 1990-2017.....	46
1-1-2-1- Depuis 1990 jusqu'au 2000.....	46
1-1-2-2- Depuis 2000 jusqu'au 2009	47
1-1-2-3- Depuis 2010 jusqu'au 2017.....	48
1-2- L'ouverture commerciale de l'Algérie	49
1-2-1- Les réformes des régimes du commerce extérieur	49
1-2-2- L'ajustement structurel et l'ouverture contrainte (1994-1998)	51
1-3- La recherche d'une maîtrise de l'ouverture (Depuis 1999).....	52
Section2 :l'évolution de politique de change en Algérie.....	54

2-1- les régimes de change en Algérie.....	54
2-1-1-Le régime du taux de change fixe (1962-Octobre 1994).....	54
2-1-2- Le régime de change flottant (Depuis 1994).....	56
2-1-2-1- La création de marché interbancaire de change	57
2-1-2-2- Le marché parallèle des change en Algérie.....	57
2-1-2-3- La mise en œuvre de la convertibilité courante du Dinar.....	57
2-2-Le contrôle de change en Algérie.....	58
2-3- La loi sur la monnaie et le crédit	59
Section 3 : Dévaluation ou la réévaluation du Dinar algérien, quelles solutions ?.....	60
3-1-La dévaluation du Dinar est-elle efficace ?.....	60
3-1-1-Les limites de la dévaluation en Algérie.....	61
3-2 –Faut-il réévaluer le Dinar Algérien ?.....	62
3-2 -1-Les arguments du FMI.....	64
3-2-2- Les arguments de la banque algérienne	64
Conclusion.....	65

CHAPITRE 4 : L'impacte de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia (cas empirique)66

Section 01 : Présentation de l'échantillon et de la méthode d'enquête.....66

2.1 Présentation de l'échantillon	67
2.2 La méthode d'enquête	68
2.2.1 Déroulement de l'enquête	68
2.2.2 Le questionnaire	68

Section 02 : Présentation des résultats et de leur analyse.....69

3-1 Présentation des résultats	69
3-2 Analyse et interprétation des résultats	80
3-3-1- L'impact négative de la dévaluation sur le volume des importations.....	80

3-3-2- Quelques recommandations.....	82
Conclusion	83
Conclusion Générale.....	84
Bibliographie	VI
Annexe	VII
Table des matières.....	VIII

Résumé

Ce présent travail a pour objectif principal de comprendre et d'expliquer l'impact de la dévaluation du Dinar sur les importations des entreprises algériennes. Dans le but d'obtenir des réponses précises sur cette question, nous avons adopté une approche analytique et empirique. La revue de la littérature traitant de la monnaie en générale, du phénomène de la dévaluation et de la politique de change en Algérie en particulier, a permis de comprendre au mieux les fondements et les sous-bassement théoriques qui entourent cette question. Pour ce qui est du cas empirique, celui-ci s'est matérialisé par une enquête par questionnaire dans laquelle nous avons ciblé un échantillon d'entreprises concentrées au niveau de la wilaya de Bejaia.

En Algérie la dévaluation ne vise pas forcément la correction du déséquilibre de la balance commerciale par l'encouragement des exportations et la baisse des importations, elle vise plus à stabiliser les paramètres macroéconomiques. Nous avons constaté que cette dévaluation a eu un impact négatif sur les importations des entreprises algériennes, dont les prix en monnaie nationale n'a cessé d'augmenter ce qui a impacté négativement les coûts de production et a engendré une baisse du pouvoir d'achat. En somme, ce cercle vicieux a pénalisé le rendement de ces entreprises algériennes et affaibli leur compétitivité prix.

Mots clés : dévaluation, Dinar algérien, importations, entreprises algériennes, Bejaia.

Summary

The main objective of this work is to understand and explain the impact of the devaluation of the Dinar on imports of Algerian companies. In order to obtain precise answers on this question, we adopted an analytical and empirical approach. The review of the literature dealing with money in general, the phenomenon of devaluation and the exchange rate policy in Algeria in particular, made it possible to understand at best the theoretical underpinnings and foundations surrounding this issue. In the case of the empirical case, this was materialized by a questionnaire survey in which we targeted a sample of firms concentrated in the wilaya of Bejaia.

In Algeria, devaluation is not necessarily aimed at correcting the imbalance of the trade balance by encouraging exports and decreasing imports, but rather by stabilizing macroeconomic parameters. We found that this devaluation had a negative impact on the imports of Algerian companies, whose prices in national currency continued to increase, which negatively impacted production costs and led to a decrease in purchasing power. In short, this vicious circle has penalized the performance of these Algerian companies and weakened their price competitiveness.

Key words: Devaluation, Algerian Dinar, Imports, Algerian companies, Bejaia.